

## 1. INTRODUCTION

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et Millennium Challenge Corporation ont signé un deuxième programme de coopération (Compact II) le 30 Novembre 2015, d'un budget de 450 millions de dollars US (« Financement MCC »), auquel s'ajoute une contribution du Gouvernement du Maroc de 15% au minimum, destiné à contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au Maroc.

L'Agence MCA-Morocco (MCA-Morocco) est l'entité chargée par le Gouvernement marocain de coordonner et d'exécuter le Programme du Compact. Désignée comme Entité Responsable, cette agence établit et signe les contrats et a la responsabilité de garantir la mise en œuvre adéquate du Programme.

Ce Compact comprend deux projets à savoir : « Éducation et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier »

**Le projet « Productivité du foncier »** vise l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier pour mieux répondre aux besoins des investisseurs et attirer davantage d'investissements grâce à la mise en œuvre de trois activités : « Gouvernance du foncier », « Foncier industriel » et « Foncier rural ».

**L'activité « Gouvernance du foncier »** (10,5 millions \$) permettra d'appuyer le Gouvernement dans (i) l'élaboration d'une stratégie foncière nationale et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre, selon une approche participative favorisant la recherche du consensus et l'appropriation de cette stratégie par tous les acteurs ; et (ii) la mise en œuvre des actions prioritaires dudit plan d'action.

**L'activité « Foncier industriel »** (127 millions \$) porte sur la mise en œuvre de trois composantes : (i) Réforme et assistance technique en matière de développement et de gestion des zones industrielles ; (ii) conception d'un nouveau modèle de développement de parcs industriels durables et de revitalisation de zones industrielles existantes, tiré par la demande du marché et privilégiant le partenariat public-privé et la durabilité environnementale et sociale. Ce modèle sera mis en œuvre, à titre pilote, dans trois zones industrielles ; et (iii) mise en place d'un fonds pour les zones industrielles durables (FONZID) visant à soutenir des projets améliorant la gouvernance et la durabilité de zones industrielles existantes ou nouvelles. Un Centre d'Expertise pour le Développement du Foncier Industriel est mis en place au sein de MCA-Morocco, afin d'appuyer la mise en œuvre de ces trois composantes.

**L'activité « Foncier rural »** (33 millions \$), qui fait objet de la présente prestation, a pour objectif de développer une nouvelle procédure optimisée et simplifiée pour la transformation de la propriété dans l'indivision des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation et régies par le Dahir n° 1-69-30 du 25 juillet 1969 en propriétés individuelles au profit des ayants droit (opération connue sous le nom « melkisation »). Cette procédure optimisée sera mise en œuvre, à titre pilote, pendant une tranche de base, sur une superficie d'environ 51 000 hectares (Ha) bruts de terres collectives situées dans le périmètre d'irrigation du Gharb, et, pendant une tranche optionnelle, sur une superficie d'environ 15 000 Ha bruts dans le périmètre d'irrigation de la Tassaout dans le Haouz.

## 2. CONTEXTE

**Le Fonds des Zones Industrielles Durables (FONZID)** est une composante de l'activité « Foncier industriel » qui permettra d'appuyer la création ou la requalification de projets d'infrastructures industrielles (zones industrielles, locaux professionnels, incubateurs, ...), en terme notamment d'amélioration de gouvernance et durabilité économique, sociale et environnementale, pourvu que ces projets répondent à une demande justifiée et respectent les directives et les politiques de MCC et du Gouvernement du Maroc (GdM).

Dans le cadre de cette composante, le GdM et MCC avaient lancé une enquête de paramétrage, en mai 2016, en vue d'évaluer le potentiel des projets proposés et de paramétrer le FONZID. Le lancement de l'enquête est intervenu en parallèle avec l'organisation de rencontres d'information au niveau de certaines régions du Royaume. Ces rencontres, auxquelles ont pris part plus de 400 personnes concernées par les zones industrielles et représentant 200 institutions, ont été l'occasion de présenter la vision globale du FONZID et d'exposer les objectifs et les modalités de participation à l'enquête de paramétrage.

Suite à la clôture de l'enquête le 1<sup>er</sup> juillet 2016, les informations recueillies ont fait l'objet d'une analyse dont les résultats ont été enrichis par les travaux d'un atelier avec les parties prenantes concernées par le FONZID, ce qui a permis de parfaire la conception initiale du Fonds.

***Objectifs du FONZID :***

En s'inscrivant dans l'objectif global de l'activité « Foncier industriel », il est attendu du FONZID de renforcer le modèle de zones industrielles durables, de contribuer à l'amélioration de la gouvernance et des performances environnementales, sociales, de genre et d'inclusion sociale des zones industrielles et à l'augmentation de l'offre de terrains industriels répondant aux besoins des entreprises, et par conséquent, à l'accroissement de la valeur ajoutée, des emplois générés et des investissements privés réalisés.

***Enveloppe budgétaire du FONZID :***

Le budget du FONZID a été fixé à 30 millions de dollars américains. Ce budget sera financé, à parts égales, par les fonds du Compact et par des fonds du budget du GdM, alloués par le MIICEN.

***Types d'entités pouvant bénéficier du financement du FONZID :***

- Les entités publiques ayant parmi leurs prérogatives, le développement et la gestion des projets de foncier industriel, en l'occurrence : les régions, les communes, les provinces et/ou préfectures, les aménageurs développeurs publics de zones industrielles et les chambres professionnelles ; etc.
- Les entités privées qui peuvent être des groupements d'industriels, des associations ou gestionnaires de zones industrielles, des aménageurs développeurs privés de zones industrielles, les sociétés privées et tout autre organisme à but non lucratif, opérant dans le domaine des zones industrielles.

***Catégories de projets pouvant bénéficier du financement du FONZID :***

Deux catégories de projets sont éligibles au financement du FONZID : les projets de création d'espaces d'accueil industriels et les projets de requalification d'espaces d'accueil industriels. Les projets transverses aux deux catégories de projets précitées sont également éligibles au financement du FONZID.

**Catégorie 1 - Projets de création d'espaces d'accueil industriels**

Il s'agit de la création ou de l'extension de zones industrielles durables et inclusives, en ligne avec les objectifs de l'activité « Foncier industriel » du Compact et ceux du FONZID, en particulier.

Les projets visés doivent permettre la mise en place d'une offre immobilière complète, diversifiée et adaptée aux besoins en foncier industriel des investisseurs, en termes de qualité de l'infrastructure, de flexibilité, d'accessibilité de prix et de services d'accompagnement.

**Catégorie 2 - Projets de requalification d'espaces d'accueil industriels**

Cette catégorie est composée de types de projets visant la mise à niveau des espaces d'accueil industriels déjà existants et souffrant d'une dégradation /ou déficience insuffisance de leurs infrastructures équipements et/ou d'une absence d'une entité de gestion. Ces projets peuvent concerner (i) l'amélioration ou la réhabilitation des infrastructures existantes, (ii) l'installation de nouvelles

infrastructures permettant d'améliorer les performances environnementales, sociales et/ou de genre, ainsi que (iii) la gouvernance de ces espaces, à travers, l'appui ou la mise à niveau de structures de gestion existantes ou la mise en place de nouvelles structures de gestion dédiées. Les projets de réhabilitation ou de renforcement des infrastructures de base au sein des zones industrielles déjà existantes peuvent concerner, par exemple, la mise à niveau des voiries et trottoirs, de l'éclairage, de la signalétique, des bouches d'incendie et du réseau d'assainissement.

#### Projets transverses aux deux catégories

Ces projets sont complémentaires et transverses aux projets des catégories 1 ou 2 et peuvent porter, à titre illustratif, sur la gestion et la gouvernance des zones, les projets spécifiques aux TPE/PME et TPI/PMI, et l'amélioration des performances environnementales, sociales et de genre des zones industrielles.

### **3. MODALITES DE GESTION DE LA PRESTATION**

Le contrat sera signé, exécuté, suivi et payé par MCA-Morocco. Ainsi, MCA-Morocco assure la maîtrise d'ouvrage (**MO**) du projet et, à ce titre, endosse l'ensemble des responsabilités liées à la **MO** sur le plan administratif et financier.

Afin d'assurer aux soumissionnaires une meilleure compréhension de la mission, une réunion d'information sera tenue au siège de MCA-Morocco avant la date limite de la soumission des offres. Par ailleurs, une visite des sites de projets sélectionnés sera organisée avant la définition et arrêt des *task orders*.

Une fois les contrats octroyés, une réunion de démarrage sera organisée pour informer les prestataires des modalités de suivi et des principaux interlocuteurs, au niveau de MCA-Morocco et ses entités partenaires.

Les Bureaux d'études sélectionnés reporteront à MCA-Morocco qui valide l'ensemble des livrables et prend les décisions nécessaires à la bonne conduite des projets.

Un comité de pilotage, composé des directeurs et directrices des entités concernées au sein de MCA-Morocco (CEDFI, Direction FONZID, Direction de l'infrastructure, Direction Environnement (ESP) et Direction du genre et de l'inclusion sociale), sera institué afin d'assurer la coordination des activités relatives à la mise en place des projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets FONZID.

### **4. COORDINATION AVEC LE GESTIONNAIRE DU FONZID**

MCA-Morocco a recruté un cabinet spécialisé en « gestion de fonds » (« Gestionnaire du FONZID ») qui a pour mission d'appuyer MCA-Morocco dans le processus d'appel à projets, la mise en œuvre et la gestion globale du FONZID.

Les Cabinets recrutés au terme de la présente consultation doivent travailler en étroite collaboration avec le Gestionnaire du FONZID pour la mise en œuvre des projets subventionnés, chacun dans son périmètre et selon la mission qui lui est assignée, avec synergie et complémentarité et conformément au manuel de procédures du FONZID. L'objectif étant de réussir la réalisation de ces projets dans les délais prescrits.

Le Gestionnaire du FONZID aura la responsabilité de suivre la mise en œuvre des activités des projets sélectionnés dans la cadre du fonds. A ce titre, une forte coordination avec le Gestionnaire du FONZID (et notamment sur les aspects techniques, ESP et GIS) est requise pour assurer les conditions nécessaires à la mise en œuvre et à l'implémentation des projets subventionnés.

## 5. DESCRIPTION DE LA MISSION

La consultation, objet des présents termes de référence, porte sur la maîtrise d'œuvre des travaux pour la création de nouvelles zones industrielles, la réhabilitation d'anciennes zones industrielles souffrant de dégradation de leurs infrastructures, ainsi que la mise en place des services d'accompagnement pour les entreprises implantées dans les zones industrielles concernées (bâtiments de services, restaurants, crèches, centres multiservices, ...) et la mise à niveau environnementale.

L'un des buts de la présente consultation est de pourvoir MCA-Morocco d'une liste de Consultants titulaires de contrats "IDIQ" ("Indefinite Delivery, Indefinite Quantity" ou contrats à Prestations Indéfinies/ Quantités Indéfinies). Ces Consultants devraient être disponibles à répondre promptement à des missions spécifiques, dans le cadre de **tasks orders**<sup>[1]</sup>. Les Tasks orders seront émis par l'Agence MCA-Morocco, sur la base des quantités réelles à réaliser, et attribués aux détenteurs des contrats IDIQ, sur une base concurrentielle.

Au terme de cette première phase IDIQ, deux listes de Consultants seront arrêtées :

- Une liste relative au lot 1 comportant jusqu'à 2 Cabinets de Consultants en études et suivi de travaux d'infrastructure ;
- Une liste relative au lot 2 comportant jusqu'à 3 Cabinets de consultants en ESP/GIS ;

Chaque Cabinet de Consultants peut soumettre des propositions pour l'un des 2 lots ou pour les 2 lots simultanément.

Les contrats IDIQ ne garantissent pas aux Consultants l'obtention des tasks orders en vertu du présent IDIQ. Toutefois, chaque titulaire de contrat IDIQ aura la faculté de soumettre une proposition pour fournir des services en réponse à une Demande de proposition de Task Order. Chaque titulaire du contrat IDIQ recevra un paiement minimum garanti de USD 4,000 à la fin du contrat IDIQ, si à la date de fin du contrat et bien qu'ayant répondu à toutes les Demandes de proposition de Tasks Orders, aucun task order ne lui a été attribué. Ce paiement garanti se fera au(x) titulaire(s) de contrat IDIQ sauf si celui-ci/ceux-ci n'a (ont) pas soumis une proposition suite à une demande de proposition de Task Order de MCA-Morocco.

En fonction de l'état de définition des projets retenus pour la subvention du FONZID, la maîtrise d'œuvre (**MOE**) est invitée ainsi à réaliser les tâches suivantes (ou une partie):

- Tâche 1 : Faisabilité technique et diagnostic
- Tâche 2 : Avant-Projet Sommaire ("APS")
- Tâche 3 : Dossier d'exécution ("EXE")
- Tâche 4 : Dossier de Consultation des Entreprises ("DCE") et assistance à la passation des marchés
- Tâche optionnelle 5 : Supervision, suivi et réception des travaux.

Dans le cas des bâtiments à construire, les missions d'architecte font également partie des présents Termes de référence.

La mission concerne en général (sans s'y limiter) les composantes suivantes :

- Les bâtiments ;
- Les VRD :
  - Réseaux électriques ;
  - Réseau de l'éclairage public ;
  - Réseau des télécommunications ;
  - Réseau de l'eau potable ;

---

<sup>[1]</sup> Il s'agit de demandes de propositions spécifiques qui seront adressées aux candidats préselectionnés.

- Réseau d’incendie ;
- Réseau d’assainissement ;
- Réseau des eaux pluviales ;
- Réseau routier y compris les ponts et les ouvrages d’art ;
- Aménagements urbanistiques y compris les espaces verts et la signalétique ;
- Clôtures et contrôle d’accès ;
- Les équipements « hors sites » :
  - Les lignes électriques y compris les postes, le cas échéant ;
  - Les réseaux d’alimentation en eau potable (y compris éventuellement les ouvrages de génie civil, réservoirs et équipements pour le pompage) ;
  - Les réseaux d’assainissement (y compris éventuellement les collecteurs, les ouvrages de génie civil et équipements pour le pompage / relevage) ;
  - Les réseaux des télécommunications ;
  - Les voiries d’accès ;
  - Traitement des eaux usées.

La **MOE** devra intégrer dans sa démarche les aspects environnementaux et sociaux à tous les stades des missions décrites ci-après. A ce titre, il convient de mentionner que les études d'infrastructure devront prendre en compte les résultats des Etudes d’Impact Environnemental et Sociale Programmatique (EIESP) et du Plan d’Action de Réinstallation (PAR) pour sélectionner les meilleures alternatives.

De même, MCC apporte une attention particulière à la prise en compte des inégalités sociales et de genre et à leur intégration dans les différentes phases de conception et de mise en œuvre des programmes. En effet, les inégalités conduisent à une affectation inefficace des ressources et retardent, par conséquent, le développement en général et la croissance économique, en particulier.

Pour la mise en œuvre de ces normes, MCA-Morocco met à la disposition des différents prestataires un plan d’action genre et inclusion sociale (**PAGIS**). Conformément à la politique genre<sup>5</sup> et aux directives opérationnelles genre de MCC<sup>6</sup>, le PAGIS traduit l'engagement des différentes parties prenantes au Compact à promouvoir l’inclusion sociale et le genre à toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre des projets. Son objectif est d’assurer que les contraintes socio-économiques pouvant affecter la pleine participation des populations et leur accès aux bénéfices des projets sont atténuées et que des opportunités supplémentaires pour assurer une participation inclusive sont identifiées.

Les experts de MCA-Morocco, aussi bien le personnel que les consultants et cabinets recrutés par cette dernière, chargés des composantes environnementales, sociales, de genre et des infrastructures coordonneront et travailleront en coordination et en synergie avec les experts mobilisés par les Cabinets qui seront sélectionnés dans le cadre de cette consultation.

## **5.1 Étendue de la présente mission**

### **5.1.1 Tâche 1 : Faisabilité Technique/Diagnostic**

---

<sup>5</sup><https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf>

<sup>6</sup><https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001-genderintegration.pdf>

Dès réception des propositions de projets à étudier par la MOE, cette dernière effectuera une analyse de la faisabilité des composantes des projets, tenant compte des contraintes du Compact notamment budgétaires, techniques, environnementales, sociales et de délais.

Les études de diagnostic permettront de renseigner la MO sur la nature et l'état des composantes des projets à réaliser. Ces études de diagnostic doivent être menées de concert avec les études environnementales et sociales

Dans le cadre de cette mission de diagnostic, des réunions de concertation et de cadrage sont organisées avec MCA-Morocco et les bénéficiaires. Ces phases de concertation permettront de fournir les explications sur les principaux constats effectués.

Toutes les réunions de concertation doivent être matérialisées par des comptes rendus rédigés par la MOE.

#### **5.1.1.1 Objectifs de la tâche 1 :**

- La **MOE** doit se prononcer sur la faisabilité des projets retenus en analysant les propositions de projets soumis par les bénéficiaires du FONZID. La **MOE** doit aussi vérifier la cohérence des projets avec les documents et les règles d'urbanisme applicables sur le périmètre du projet ;
- Collecter toute la documentation disponible et nécessaire auprès de toutes les entités et organismes pouvant être impliqués et effectuer tous les relevés nécessaires à l'établissement de ce diagnostic ;
- Identifier les documents, plans et autres éléments manquants et nécessaires à la réalisation de cette tâche. La **MOE** dressera une liste d'informations, de tâches et de documents manquants mais nécessaires pour assurer sa mission ;
- Analyser et comparer toutes les données (documentations, études techniques, résultats des enquêtes et études complémentaires, ...) avec les normes et les règlements en vigueur ;
- Effectuer tous les relevés nécessaires à l'établissement de ce diagnostic et à la reconstitution d'un plan de masse détaillé de chaque zone (relevé topographique de la zone couvrant aussi les éventuels couloirs des futurs réseaux hors sites avec un modèle numérique des terrains, ...) ;
- Examiner et compléter le cas échéant, les études hydrauliques et hydrologiques disponibles des différents cours d'eau concernés par les zones ;
- Procéder à tous les essais et inspections nécessaires à l'évaluation de l'état général des VRD et infrastructures associées ;
- Dresser un tableau des disponibilités (différences installées/consommées) sur les aspects suivants :
  - Electriques ;
  - Eau (adduction et rejet, eau pluviale) ;
  - Télécommunications ;Ce tableau devra déterminer les emplacements et les caractéristiques des interfaces (puissance, débit, diamètre des exutoires, ...) ;
- Etablir, particulièrement pour les bâtiments, un programme architectural fonctionnel et éventuellement des esquisses architecturales ;
- Etablir une estimation provisoire des coûts prévisionnels des travaux.

#### **5.1.1.2 Relevé d'état des lieux et investigations**

D'une manière générale, la **MOE** devra exécuter tous les essais et inspections nécessaires, comme par exemple :

- Inspection visuelle du réseau d’assainissement (caméra, ...) ;
- Inspection et test des réseaux d’eau, adduction et incendie (conduites, pompes, ...) ;
- Test des réseaux et équipements électriques et de télécommunication ;
- Essais de sol, chaussée ;
- Établir les estimations de trafic.

La **MOE** devra aussi effectuer à sa charge les sondages et études géotechniques nécessaires. A cet effet, un programme de campagne géotechnique doit être soumis au **MO** pour validation avant son exécution par la **MOE** (par un laboratoire agréé et accepté par la **MO**).

#### **5.1.1.3 Relevé et représentation graphique des VRD et infrastructures existantes**

La **MOE** complète les représentations graphiques des VRD et infrastructures existantes éventuellement fournies par la **MO** ou toutes autres entités et établit d’une manière exhaustive celles nécessaires au diagnostic et à la suite de la mission.

Les études topographiques doivent être exécutées par un topographe agréé autorisé à exercer au Maroc. Les travaux topographiques seront rattachés au Nivellement Général du Maroc (NGM) et aux coordonnées Lambert.

#### **5.1.1.4 Relevé des désordres et dysfonctionnements**

La **MOE** doit constater la présence et analyser les éventuels désordres et dysfonctionnements affectant tout ou une partie des VRD, bâtiments, équipements et infrastructures existantes. Elle en établit la liste et la description sommaire en indiquant leurs conséquences éventuelles et transmet cette liste à la **MO** pour décision.

#### **5.1.1.5 Livrables de la tâche 1**

La MOE devra remettre pour approbation les livrables suivants :

- Rapport d’analyse du fonds documentaire incluant aussi une synthèse de toute l’information issue des investigations de l’analyse urbanistique, topographique, géotechnique, hydrologiques et hydrauliques ;
- Relevé topographique et plan de bornage de l’ensemble des éléments d’infrastructures existantes (format dwg et MNT) ;
- Relevé topographique et plan de situation des tracés des réseaux extérieurs (hors-site) ;
- Etat des parcelles (titres fonciers, propriétaires, usages ...) ;
- Rapport détaillé des différents essais et inspections ;
- Plan de masse à l’échelle 1/500 (éventuellement) ;
- Relevés, schémas et plans des différents réseaux (eaux usées, eaux pluviales, réseau d’eau potable, réseau électrique, téléphonie et internet et tout autre réseau pertinent) (format dwg) ;
- Rapport de la tâche comprenant essentiellement les éléments du rapport de la tâche 1 (liste non exhaustive) :
  - Etat des lieux des VRD, bâtiments, équipements et infrastructures ;
  - Rapport géotechnique (le cas échéant) ;

- Estimation du trafic (éventuellement) ;
- Eléments positifs et dysfonctionnements ;
- Etat des servitudes ;
- Ecart constatés (capacité d'infrastructure, réglementaire et urbanistique) ;
- Recommandations.

## **5.1.2 Tâche 2 : Avant-projet sommaire (APS)**

### **5.1.2.1 Objectifs de la tâche 2**

La **MOE** établira l'APS des VRD, bâtiments, équipements et infrastructures à l'issue de la phase d'approbation du diagnostic/faisabilité par la **MO**.

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objectif de :

- Proposer un ou plusieurs scénarii traduisant les éléments majeurs du diagnostic (techniques, environnementaux et sociaux) et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi que les performances techniques à atteindre en corrélation avec les besoins ;
- Indiquer les durées prévisionnelles pour la réalisation des travaux ;
- Établir une estimation provisoire des coûts prévisionnels des travaux des différentes solutions étudiées.

Certaines des variantes définies par l'étude peuvent être abandonnées, d'autres étudiées complètement à ce niveau d'étude. Celles étudiées font l'objet d'une appréciation technique, réglementaire et financière (coûts) complétée par une évaluation économique destinée à guider le choix de la variante à retenir. Ces appréciations se feront sous forme d'une analyse multicritère.

La **MOE** doit préparer les documents techniques nécessaires aux démarches administratives en vue d'obtenir les autorisations nécessaires à l'intervention sur l'ensemble des travaux de réhabilitation et d'extension des infrastructures et équipements.

Lors de l'examen des alternatives qui seront considérées et la sélection de l'option recommandée, les aspects environnementaux et sociaux doivent être considérés et dûment justifiés au même titre que les autres critères qui seront retenus (analyse multicritères).

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation et de cadrage sont organisées avec le **MO** autant que nécessaire. Ces phases de concertation permettront de fournir les explications et les justifications sur les scénarii techniques et économiques ou environnementaux et sociaux proposés.

### **5.1.2.2 Livrables de la tâche 2**

La **MOE** devra remettre pour approbation les livrables suivants :

- Note de présentation de l'APS justifiant le parti retenu ;
- Notice descriptive identifiant la nature et l'organisation des différents réseaux et notamment les liaisons avec les existants y compris ceux à l'extérieur des sites considérés ;
- Notice explicative des dispositions et performances techniques proposées ;
- Plan de masse général intégrant les aspects relatifs aux flux de transport (éventuellement) ;
- Plan de masse mentionnant les points d'interface des différents réseaux ;
- Plan de masse des VRD et profils en long et en travers de chacune des voies ;
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération comprenant, le cas échéant, un phasage par tranches techniques ou fonctionnelles ;



- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.

En plus, en ce qui concerne les bâtiments, le dossier d'APS doit comporter :

- APS architecture ;
- Plans de coffrage ;
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des bâtiments.

### **5.1.3 Tâche 3 : Etudes d'exécution ("EXE")**

La **MOE** a la charge de constituer l'intégralité du dossier d'exécution comportant toutes les études et documents nécessaires à la bonne exécution des travaux dans le respect notamment des normes environnementales et sociales applicables à chaque projet.

L'établissement du dossier d'exécution a pour objet de définir la solution retenue, telle que précisée dans l'APS. Il devra définir tous ses détails pour l'exécution des travaux et évaluer son coût pour le lancement de l'appel d'offres y afférent.

Les études d'exécution "EXE" doivent être suffisamment complètes, détaillées et précises pour permettre à l'entreprise qui sera chargée des travaux, de réaliser les infrastructures concernées dans le respect des normes et règles en vigueur et tout en assurant le niveau de qualité requis. Ces études ont pour objet, pour l'ensemble de l'ouvrage ou pour les seuls lots concernés :

- D'effectuer la mise en cohérence technique des documents fournis par les entités gestionnaires des réseaux ;
- D'établir les plans de synthèse correspondants en intégrant les interfaces des différents réseaux ;
- D'établir toutes les spécifications, plans d'exécution, coupes, etc. nécessaires pour la réalisation des travaux ;
- D'établir les plans de coffrage et de ferrailage ;
- D'établir les cubatures de terrassements et identifier les zones d'emprunt et de dépôt ;
- D'établir, sur la base des plans d'exécution, un devis quantitatif détaillé par lot ou corps d'état ;
- D'établir le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lot ou corps d'état.

Ce dossier doit aussi comporter toutes les notes de calcul ayant servi à l'établissement des plans de détails.

#### **5.1.3.1 Livrables de la tâche 3**

Cette tâche devra intégrer tous les commentaires, remarques et modifications issus de l'approbation de l'APS et reprendre en détail tous les documents et plans émis au titre de la tâche précédente.

Ce dossier servira de base aux entreprises notamment pour la réponse à l'appel d'offres, mais avant tout pour la réalisation des travaux. La MOE devra remettre pour approbation les documents suivants. Il devra comporter tous les éléments nécessaires à la construction des ouvrages et notamment :

- Les notes de calcul, les différents rapports techniques (sondages, ...) ;
- Les notes de définition des différents matériaux et matériels ;
- Le cahier des prescriptions techniques ;
- Les schémas des différentes conduites et canalisations (« fluide » et réseaux) ;
- Les schémas unifilaires, plans de raccordement et plans de câblage ;
- Le plan de masse général définitif intégrant les observations et modifications issus de l'APS ;

- Les plans détaillés nécessaires à la construction des ouvrages ;
- Le plan de masse détaillé des VRD et profils en long et en travers de chacune des voies ;
- Les plans des mouvements des terres y compris des zones d'emprunts et de dépôts ;
- Les plans de coffrage et de ferrailage ;
- Le plan de masse de l'éclairage public ;
- Le plan de masse des réseaux incendie ;
- Les plans et description des aménagements extérieurs (clôtures, mobilier, plantations, ...) ;
- Proposition d'allotissement ;
- Les avant-métrés chiffrés de tous les lots sous une forme définie par la MO ;
- Un planning des travaux détaillé sous « MSProject » ou équivalent.

La **MOE** établit un dossier de projet contenant, obligatoirement toutes les pièces prévues par l'instruction sur la composition des dossiers de projet en vigueur (CPC pour les études routières au Maroc), et en tout cas :

- Toutes les notes de calculs ;
- Tous les avant métrés, lesquels doivent justifier toutes les quantités élémentaires d'ouvrages ;
- Un détail estimatif en tout point conforme aux dispositions des Cahiers des Prescriptions Communes applicables aux travaux des ouvrages de l'espèce.

Le logiciel (approuvé par la **MO**) utilisé devra obligatoirement être d'usage courant pour l'exécution d'études pour le compte d'organismes officiels et permettre la stricte application des normes et règlements en vigueur.

La **MOE** est, en outre, tenue de produire tous les résultats bruts issus des logiciels utilisés, lesquels font obligatoirement apparaître toutes les données d'entrée.

Les documents graphiques devront être à l'échelle de 1/100.

La **MOE** doit également :

- Fournir tous les documents avec les fichiers source ayant servi à les créer ;
- Etablir un planning détaillé de la réalisation des travaux de chaque site et pour chaque élément d'infrastructure (par corps de travaux).

La **MOE** remettra à la **MO** une estimation détaillée et actualisée des coûts des travaux.

#### **5.1.4 Tâche 4 : Dossier de Consultation des Entreprises "DCE" et Assistance à la passation des marchés**

##### **5.1.4.1 Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)**

En vue de la sélection d'une ou plusieurs entreprises pour les marchés de travaux, la **MOE** préparera le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE). Ce dossier sera établi à partir du dossier "EXE".

Ledit dossier comportera, entre autres :

- Les pièces écrites par lot :
  - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
  - Les documents ESP (PGES et plans connexes) ;
  - Les éléments pour le règlement de consultation ;
  - Le bordereau des prix unitaires ;
  - Le planning ;

- Le cadre du détail quantitatif estimatif.
- Les pièces graphiques par lot :
  - Le plan de masse ;
  - Les plans des réseaux ;
  - Tous autres détails établis par la **MOE**.

#### **5.1.4.2 Assistance à la passation des marchés**

La **MOE** assistera la **MO** pour la passation des marchés de travaux, sur la base des études "EXE" et du DCE. La mission a pour objet de :

- Etudier l'allotissement des marchés et faire des recommandations pour une stratégie de passation de marchés ;
- Préparer la consultation des entreprises de manière à ce que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques intégrant aussi les dispositions environnementales et sociales issues des EIESP et des PGES;
- Répondre aux demandes d'informations ou de précisions des soumissionnaires potentiels ou du comité d'évaluation technique ;
- Préparer la sélection des entreprises ;
- Analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ;
- Procéder à la vérification de la conformité des offres aux documents de la consultation ;
- Analyser les méthodes ou solutions techniques/environnementales et sociales en s'assurant qu'elles sont appuyées de toutes les justifications et avis techniques et en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions ;
- Etablir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères d'évaluation des offres précisés dans le règlement de consultation. La partie financière de l'analyse comporte (i) une comparaison entre les offres et (ii) avec le coût prévisionnel des travaux ;
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par la **MO**.

#### **5.1.4.3 Livrables de la tâche 4**

La **MOE** devra fournir les pièces et document définies précédemment ainsi que le rapport d'analyse des offres.

### **5.1.5 Tâche optionnelle 5 : Supervision et suivi des travaux**

#### **5.1.5.1 Préambule**

Cette tâche concerne la supervision de l'exécution des contrats de travaux. Dans ce contexte, la supervision sera effectuée dans le cadre des missions **de "l'Ingénieur" au sens "FIDIC"<sup>7</sup> du terme**.

Les tâches spécifiques sont les suivantes:

- Contrôler les entreprises chargées des travaux ;

---

<sup>7</sup> Fédération Internationale des Ingénieurs-Conseils

- Effectuer des visites de terrain régulièrement, suivant un calendrier préétabli et approuvé par la **MO** ;

La supervision de l'exécution des contrats de travaux a pour objet principalement de :

- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux plans d'exécution tels qu'approuvés
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité

Cette mission de supervision comporte principalement les aspects suivants:

- La supervision globale des travaux<sup>8</sup> ;
- Le contrôle de la conformité de la réalisation ;
- La supervision et/ou visa des plans "Bon Pour Exécution" ;
- La **MOE** devra faire part à la **MO** de ses constats et avis techniques tout au long du déroulement des projets ;
- La gestion financière et contractuelle de l'ensemble des contrats ;
- La programmation et la réalisation des opérations de réception des travaux ;
- La préparation d'un plan assurance qualité (PAQ) pour la supervision des travaux ;
- L'Examen/Validation des PAQ des travaux, préparés par les entreprises ;
- L'organisation et direction des réunions de chantier ;
- L'établissement et diffusion des comptes rendus ;
- L'établissement des ordres de service à présenter à la **MO** ;
- Exiger des entreprises un calendrier général complet préparé sur un logiciel prévu à cette fin et permettant d'établir la « Valeur Acquisse » ;
- L'état d'avancement général des travaux et des approvisionnements sur site à partir du calendrier général ;
- Le contrôle des effectifs et de la qualification du personnel de l'Entreprise sur le site, sur une base hebdomadaire ;
- Informer systématiquement la **MO** sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables.

#### 5.1.5.2 Le contrôle de la conformité de la réalisation

- Examiner la conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats y compris les prescriptions environnementales et sociales ;
- Contrôler les entreprises chargées des travaux et s'assurer de la mise en œuvre des mesures environnementales ;
- Faire la synthèse des choix des matériaux, matériels, échantillons ou coloris à valider par la **MO** ;
- Mettre en application le système de gestion des non-conformités et veiller à leur correction, leur notification, et de leur évolution. Ces éléments devront figurer dans un registre et seront insérés dans le rapport mensuel de l'avancement des travaux ;
- Examiner les documents à produire par les entreprises, conformément et en application de leurs contrats ;
- Rédiger les comptes rendus d'observation ;

---

<sup>8</sup>Il est précisé que les contrats de construction seront régis par un référentiel "FIDIC" adapté

- Assurer un suivi rigoureux du système de gestion documentaire ;
- Implanter le plan de Santé et de Sécurité pour les travailleurs et les visiteurs ;
- Fournir des conseils aux entreprises pour établir les systèmes de contrôle et de suivi adéquats y compris sur le volet environnemental et social ;
- Examiner et suivre le système d'assurance qualité proposé par les entreprises, en veillant à ce que la documentation d'assurance qualité soit disponible pour tout le personnel et experts de la **MOE**, en particulier pour le personnel de supervision et à des fins de vérification par la **MO** ;
- Examiner l'identification, l'emplacement et le marquage des points de contrôle principaux (bornes) que les entreprises proposent d'établir au sein des systèmes de contrôle de suivi des travaux ;
- Exiger et émettre un avis sur les notes méthodologiques produites par les entreprises à l'occasion de chaque phase de travaux.

#### **5.1.5.3 La gestion financière et contractuelle**

- Vérifier les décomptes mensuels et définitifs et établir les états d'acomptes ;
- Mettre en application le processus de gestion des « Ordres de changement » (Variation Order - VO) établi par la **MO** ;
- Procéder à l'examen complet de chaque réclamation reçue ou réclamation potentielle et émettre une opinion technique sur son bien-fondé ;
- Assister la **MO** en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

#### **5.1.5.4 L'assistance aux opérations de réception**

L'assistance à la **MO** au préalable des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet de :

- Rédiger un manuel de réception en accord avec les Entreprises et les entités qui gèrent les réseaux (ONEE, Régies et autres.)
- Organiser les opérations préalables aux réceptions provisoires et définitives des travaux ;
- Assister et donner son avis pour les réceptions en usines ;
- Assurer le suivi des réserves formulées lors des réceptions provisoires et définitives des travaux jusqu'à leur levée ;
- Procéder à l'examen des désordres ;
- Constituer le dossier des ouvrages exécutés ("DOE") nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'Entreprise, des plans de recollement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Au cours des opérations préalables à la réception, la **MOE** doit:

- Valider les performances des installations ;
- Organiser les réunions de contrôle de conformité ;
- Procéder à l'inspection, assister aux essais et à la mise en service des ouvrages et installations réalisés ;
- Livrer un certificat d'achèvement à l'entreprise et la liste des réserves ;
- S'assurer de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis ;

- Proposer à la **MO** la réception provisoire et les modalités de la réception définitive ;
- Valider des plans de recollement fournis par l'entreprise ;
- Assister et valider les essais de chargement (statiques ou dynamiques) des ponts, selon le cas.

#### 5.1.5.5 Livrables de la tâche 5

La **MOE** devra produire les documents suivants :

- Rapports hebdomadaires faisant ressortir l'ensemble des événements de la période considérée, l'avancement, l'état du personnel, des matériels et matériaux, les prévisions de travaux, les demandes de changement ou des travaux supplémentaires ;
- Rapports mensuels, faisant ressortir les éléments de suivi environnemental, social, de genre et d'inclusion sociale, les décomptes mensuels, l'état d'avancement des travaux, l'état des variations de travaux, les éventuels risques, les éventuelles non conformités et réclamations, et autres ;
- Rapport final ;
- Plans de recollement ;
- Rapport des essais ;
- Un rapport d'inspection finale et un rapport de parfait achèvement ;
- Plans et documentation conformes à l'exécution ;
- Certificat d'achèvement des travaux ;
- Manuels d'exploitation et de maintenance ;
- Registre des actifs que l'entrepreneur doit éventuellement remettre à la MO ou aux entités chargées de l'exploitation.

## 6. LIVRABLES

### 6.1 Préambule

Les documents produits en vertu du présent contrat doivent :

- Communiquer sur les résultats et les questions importantes aux décideurs ;
- Etre techniquement précis et soutenus par des données, des annexes et des références ;
- Intégrer des tableaux, des matrices, des cartes, des diagrammes, des schémas et autres illustrations qui permettent de bien comprendre les analyses, les enjeux et les recommandations.

### 6.2 Les rapports

Au démarrage du projet, la **MOE** devra remettre pour approbation les documents suivants:

- Rapport de mobilisation (à remettre 15 jours après la date de démarrage indiquée dans l'ordre de service) et ses mises-à-jour à une fréquence à déterminer ;
- Le plan de communication (à remettre un mois après la date de démarrage indiquée dans l'ordre de service) et ses mises à jour à une fréquence à déterminer.

La **MOE** doit établir un **rapport de mobilisation** précisant notamment :

- Une mise à jour de la démarche et de la méthodologie proposées ;
- Un plan de travail pour l'ensemble du projet, ce plan servira de référence ;
- Son implantation pour réaliser sa mission et moyens mis à disposition ;

- Les moyens de communication avec la **MO** ;
- Le niveau d’effort en personnel et matériel requis pour les différentes phases de son mandat.

**Le plan de communication**, devra s’intégrer dans celui de la **MO**. Le plan de communication constitue la base de l’organisation documentaire du projet et devra définir entre autres :

- Les différents types de documents et leur format, ainsi que les cartouches des plans ;
- Le mode de suivi ;
- L’organisation documentaire ;
- La circulation des documents ;
- La codification de tous les documents (fichier et dossier) ;
- Les moyens mis en œuvre.

La **MOE** doit établir des rapports mensuels (y compris un résumé exécutif) comprenant les aspects techniques, environnementaux et financier liés à l’exécution de la mission. A ce titre, la **MOE** doit :

- Décrire les tâches liées aux exigences environnementales et sociales, de genre et d’inclusion sociale, prévues dans le PGES et dans les contrats de passation des marchés et devant être exécutées par le ou les entreprises chargées des travaux durant le mois écoulé ;
- Fournir un planning faisant ressortir les tâches de suivi à exécuter, les ressources humaines initialement prévues pour ce suivi et préciser les ressources humaines réellement mobilisées, les temps consacrés pour assurer le suivi d’exécution de cette tâche et le calendrier des visites de sites effectuées ;
- Rendre compte de l’état de conformité de la mise en œuvre des exigences environnementales et sociales, de genre et d’inclusion sociale par l’entreprise chargée des travaux ;
- Mentionner toutes les non conformités éventuelles, par rapport aux exigences requises, relevées sur les chantiers ou inefficience des mesures de suppression, d’atténuation ou de compensation prévues dans le contrat de passation des marchés ;
- Formuler toutes recommandations et suggestions pour remédier aux constats de non conformités ou de l’inefficience des mesures environnementales et sociales.

Cette section du rapport mensuel doit faire ressortir régulièrement les efforts en termes de ressources humaines prévues et celles réellement déployées pour chacune des tâches prévues (y compris les tâches d’ordre environnemental et social) et tenir à jour un planning général des ressources humaines prévues pour la supervision des travaux de l’ensemble du projet et celles déjà déployées.

**La MOE doit établir un rapport final.** La **MOE** doit inclure dans ce rapport, à soumettre à la MO en plus des composantes techniques, une section sur la conformité environnementale et sociale en y incluant les aspects relatifs au genre et à l’inclusion sociale. Ce rapport final doit inclure un résumé synthétique de toutes les activités réalisées et les niveaux d’efforts mobilisés, durant la période contractuelle, y compris une comparaison aux activités et au niveau d’efforts initialement prévue.

Tous les fichiers sources utilisés pour la cartographie doivent être transmis en fichier shapefile et ou raster avec métadonnées.

### **6.3 Caractéristiques des livrables**

Les livrables en version provisoire seront transmis en version papier en quatre exemplaires et en version électronique (en version « .pdf » avec fichier source).

La version finale sera livrée en version papier et en version numérique (« .pdf » avec fichier source). Le nombre des copies est fixé à quatre exemplaires.

L'impression des documents se fait, sur un papier de bonne qualité, en recto verso, en texte noir et/ou en couleur pour les documents contenant des photos, des cartes ou de toutes autres illustrations.

La **MOE** doit remettre les documents afférents à chaque phase en langue française. Les livrables deviennent propriété totale de la **MO** à leur réception.

#### **6.4 Modalités de validation des livrables**

La **MO** informera la **MOE** par écrit de toute remarque, dans les **10** jours ouvrables suivant la réception de chaque livrable. La **MOE** apportera les modifications nécessaires dans un délai de **5** jours ouvrables.

#### **6.5 Ateliers des livrables (Design Review Workshops)**

Le projet comporte plusieurs intervenants (Offices, Régies, Porteurs de projets, et autres acteurs).

La coordination entre tous les intervenants est primordiale pour la réussite du projet et le respect des normes aussi bien nationale que celles de MCC. Pour assurer cette coordination et le respect des normes précitées, des ateliers de revue de livrables devront être organisés à chaque phase engageante et notamment avant la remise des dossiers devant être élaborés au titre des tâches précitées (Diagnostic, APS, ...).

L'achèvement de l'exécution des différentes étapes de chaque tâche est soumis à la validation de la **MO**.

D'une manière générale, et autant que nécessaire, la **MO** est en droit d'exiger de la part de la **MOE**, en complément de ce qui a été défini à chaque tâche comme livrable tout document, étude complémentaire, note technique et autres, qu'il jugerait utile à la bonne compréhension des projets et des travaux par la **MO** et les intervenants et devant contribuer à la réussite du projet.

### **7. PROGRAMME DES PRESTATIONS ET DES LIVRABLES**

La durée totale de la mission est estimée à **34 mois** à partir de l'ordre de service de commencement sans dépasser la date de fin du Compact (30 juin 2022).

#### **7.1 Echancier des prestations**

A préciser dans les *task orders*.

#### **7.2 Echancier de remise des livrables**

A préciser dans les *task orders*.

### **8. MODALITÉS DE PAIEMENT**

Le règlement de chaque phase se fera sur la base de la remise des livrables correspondants à chacune des phases. Il s'effectuera comme suit :

Mission	Prestation	Mode de rémunération	Valeur globale de paiement
---------	------------	----------------------	----------------------------



Tâche 1	Diagnostic	100% à la validation des livrables	Montant forfaitaire par projet
Tâche 2	APS	100% à la validation des livrables	Montant forfaitaire par projet
Tâche 3	"EXE"	100% à la validation des livrables	Montant forfaitaire par projet
Tâche 4	"DCE"	100% à la validation des livrables	Montant forfaitaire par projet
Tâche 5	Supervision MOE, y compris les réceptions	Rapport mensuel	Forfait. Paiement Indexé sur l'avancement des travaux

## 9. CAPACITÉ ORGANISATIONNELLE

La réussite des tâches spécifiées dans les présents TDR requiert la mobilisation, par la **MOE**, des experts et des spécialistes qualifiés dans leurs domaines respectifs. Le savoir-faire et l'expérience de la **MOE** en matière de réalisation et de revitalisation, d'analyse de conception, et de gestion et planification environnementale des zones industrielles sont requis. La **MOE** doit travailler en étroite collaboration avec la **MO** et éventuellement avec d'autres parties prenantes afin de permettre au personnel mobilisé, une connaissance appropriée du contexte local.

### 9.1 Qualification du personnel

La **MOE** devra proposer une équipe d'experts avec des spécialités diverses et des connaissances approfondies du contexte local marocain et régional ainsi qu'une bonne maîtrise de la langue française pour accomplir efficacement les missions de la présente consultation.

La description des profils, ci-après, fournit un aperçu sur l'expertise (équipe principale et d'appui) qui sera requise pour mener les missions précitées. Cette description doit cependant être considérée comme indicative. Elle fournit des orientations pour la détermination du niveau d'expertise sollicité afin de mener à bien les missions qui seront assignées à la **MOE**. La composition et qualification finales seront arrêtées au niveau des *task orders*.

***NB : Il est à préciser que la liste du personnel de l'équipe proposée au niveau de l'offre de la MOE est contractuelle, et ne peut être modifiée sans l'accord du MO.***

### 9.2 Personnel clé

Le personnel clé doit posséder de l'expertise et de l'expérience requises, en particulier dans les situations où la logistique est complexe et où beaucoup de ressources nécessaires ne sont pas disponibles localement.

Le groupe de spécialistes seniors doit être capables de lire, d'écrire et de parler couramment le français. Il doit aussi, au minimum, comporter deux personnes parlant l'arabe.

Aussi, la **MOE** doit désigner, parmi le personnel clé proposé, un spécialiste senior qui sera désigné comme adjoint au chef de mission et qui possède les qualifications requises pour occuper ce poste. Il doit impérativement maîtriser le français.

Tous ces spécialistes seniors doivent posséder le minimum d'expérience requis dans leurs domaines d'expertise et une expérience pertinente dans des projets de type similaire ainsi que d'avoir un diplôme d'études supérieures avec de grandes capacités de communiquer en français.

La **MOE** doit fournir les CV du personnel proposé dans le format spécifié dans le formulaire TECH-11 de la Demande de Propositions. La **MOE** doit veiller à ce que son personnel clé soit mobilisable rapidement après la signature du contrat pour commencer à travailler au Maroc.

Le personnel ne doit pas être considéré systématiquement à temps plein, mais sa disponibilité doit être ajustée en fonction des besoins réels des missions.

#### **9.2.1 Chef de mission – expert clé**

- Etre titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou tout autre diplôme d'études supérieures dans un des domaines suivants : génie civil, ou autre domaine similaire adapté aux projets ;
- Avoir occupé au moins un poste de chef de mission ou de gestion de projet et d'équipes ;
- Maîtriser la langue française ;
- Avoir au moins 15 ans d'expérience dans la mise en œuvre de projets d'infrastructure et VRD et/ou bâtiments de grande envergure ;
- Avoir réalisé au moins 2 projets de construction / dans des pays similaires au Maroc. Une expérience en réhabilitation et/ou "Zones Industrielles" serait un plus ;
- Le chef de mission est responsable de l'ensemble des aspects infrastructures et ESP/GSI.

#### **9.2.2 Chef de mission intérimaire**

En l'absence du Chef de mission, ce dernier désignera un Chef de mission intérimaire parmi le personnel clé. Ce poste ne correspond pas à un expert à mobiliser et ne sera pas rémunéré.

#### **9.2.3 Architecte, expert clé**

- Etre titulaire d'un diplôme d'architecte ;
- Etre inscrit à l'ordre national des architectes du Maroc ;
- Avoir au minimum de 10 ans d'expérience dans le domaine des études architecturales et le suivi des travaux ;
- NB : les soumissionnaires peuvent proposer un architecte ne faisant pas partie de leur staff.

#### **9.2.4 Ingénieur génie civil et VRD, expert clé**

- Etre titulaire d'un diplôme d'ingénieur génie civil (Bac+5) au moins ou équivalent ;
- Etre qualifié pour pratiquer le métier d'ingénieur au Maroc ;
- Maîtriser la langue française (parlée et écrite).
- Avoir travaillé au minimum de 10 ans sur des projets d'infrastructures / VRD y compris les ponts et les ouvrages d'art ;
- Avoir une expérience dans l'élaboration des études (faisabilité, APS, APD, etc.) et l'exécution du suivi ;
- Maîtriser les aspects managériaux (planification, établissement du budget, élaboration des rapports d'étapes) et des aspects techniques (mise à dimension des infrastructures, conception, mesures, etc.).

### **9.2.5 Ingénieur Hydraulicien/assainissement, expert clé**

- Etre titulaire d'un diplôme d'Ingénieur des travaux publics ou en génie civil, (Bac+5) ;
- Avoir une expérience confirmée en hydraulique urbaine et/ou assainissement d'au moins 10 années.

### **9.2.6 Ingénieur électricien, expert clé**

- Être titulaire d'un diplôme d'ingénieur électricien reconnu au Maroc ;
- Posséder au moins 10 ans d'expérience ;
- Avoir une expérience en courant fort/courant faible ;
- Avoir une expérience en infrastructure/VRD.

### **9.2.7 Spécialiste en contrôle qualité**

- Être titulaire d'un diplôme de technicien supérieur, maîtrise ou équivalent, option contrôle qualité ;
- Posséder au moins 8 ans d'expérience ;
- Avoir une expérience en archivage de plans et documents techniques et administratif.

### **9.2.8 Spécialiste pour le traitement des eaux et projet d'environnement**

- Etre titulaire d'un diplôme d'Ingénieur ou équivalent spécialisé dans les études de traitement des eaux, environnement, génie des procédés de traitement des eaux (industrielles de préférence) ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 8 années et une connaissance approfondie et expériences avérées dans les systèmes de traitement des eaux usées en général, et les eaux usées industrielles particulièrement ;
- Faire preuve d'une connaissance de la législation et de la réglementation environnementale et sociale marocaines et des normes de performance environnementales et sociales de la SFI et plus particulièrement celles liées au traitement des eaux industrielles ;
- Avoir des compétences pour l'estimation financière des coûts d'investissement et d'exploitation des stations de traitement des eaux industrielles et d'élaboration des plans d'affaires.

## **9.3 Personnel d'appui**

La **MOE** doit mettre à la disposition de la **MO** tout autre spécialiste pour atteindre les objectifs et accomplir les tâches décrites dans le mandat en fonction des besoins. La **MOE** doit proposer un personnel d'appui maîtrisant la langue française pour soutenir le personnel clé.

Le consultant fournira dans la phase IDIQ (Indefinite Delivery Indefinite Quantity), une liste nominative du personnel d'appui proposé (sans fournir les CV).

Le personnel d'appui doit être qualifié et avoir 8 ans d'expérience professionnelle pertinente dans les domaines pertinents à cette consultation en plus des connaissances particulières par rapport au contexte local. A titre indicatif, il pourra être requis la mise à disposition du personnel suivant :

### **9.3.1 Ingénieur Géotechnicien**

- Etre titulaire d'un diplôme d'Ingénieur des travaux publics ou en génie civil (Bac+5) au moins ou équivalent ;
- Avoir une expérience confirmée en géotechnique d'au moins 10 années (construction routière, ponts, ouvrages hydrauliques, chaussées, VRD, et autres).

### **9.3.2 Ingénieur topographe<sup>9</sup>**

- Etre titulaire d'un diplôme d'Ingénieur en topographie agréé auprès de l'ordre des IGT du Maroc (ou équivalent);
- Avoir au minimum de 10 ans d'expérience sur des projets d'infrastructure similaires ;
- Avoir une expérience dans l'exécution d'analyses topographiques, d'arpentage, de plans cadastraux, etc.

### **9.3.3 Spécialiste en gestion de contrat**

- Avoir un diplôme universitaire en administration ou en droit ;
- Faire preuve de bonnes habiletés de communication avec les institutions, les parties prenantes et les bénéficiaires ;
- Faire preuve d'une capacité à travailler au sein d'une équipe multidisciplinaire, y compris, par exemple, des ingénieurs génie civil, des spécialistes des propriétés foncières, des administrateurs et autres ;
- Avoir 6 années d'expérience au minimum dans l'élaboration et la gestion des contrats de construction ;
- Avoir une connaissance du cadre législatif et réglementaire du Maroc.

### **9.3.4 Techniciens en supervision des travaux (en appui au spécialiste en gestion de la construction)**

- Etre titulaire d'un diplôme de technicien en génie civil ou en topographie ;
- Avoir une expérience comme spécialiste en gestion de contrats ;
- Avoir de bonnes habiletés de communication avec les institutions, les parties prenantes et les bénéficiaires ;
- Faire preuve d'une capacité à travailler au sein d'une équipe multidisciplinaire, y compris, par exemple, des architectes, des ingénieurs génie civil, des spécialistes des propriétés foncières, des administrateurs et autres ;
- Avoir 6 années au minimum d'expérience en supervision des travaux ;
- Faire preuve d'une connaissance du cadre législatif et réglementaire du Maroc.

### **9.3.5 Spécialiste Archiviste (documentaliste de construction)**

- Etre titulaire d'un diplôme d'archiviste ;
- Posséder au moins 5 ans d'expérience ;
- Avoir une expérience en archivage de plans et documents techniques relatifs aux infrastructures ;
- Etre spécialiste dans les différentes disciplines environnementales, sociales, changement climatiques, gestion des déchets, etc.

## **9.4 Sous-traitance**

En raison de la nature de la mission objet des présents TDR, la **MOE** est autorisée à recourir à la sous-traitance qualifiée pour certains services demandés, à hauteur de 30% au maximum, sous réserve de l'approbation préalable de la **MO**.

---

<sup>9</sup> Cet expert ne sera pas noté dans la grille d'évaluation du fait que l'exercice du métier est réglementé et encadré par l'ordre des IGT au Maroc

**LOT 2 : ETUDE ET SUIVI DU VOLET ENVIRONNEMENT, SOCIAL ET GENRE  
(ESP/GIS)**

## Table des matières

<b>LISTE DES ACRONYMES .....</b>	<b>91</b>
<b>1. ETENDUE DES SERVICES.....</b>	<b>115</b>
<b>2. DUREE DE LA MISSION .....</b>	<b>116</b>
<b>3. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>116</b>
<b>4. DESCRIPTION DES TACHES LIEES A LA CONSULTATION .....</b>	<b>117</b>
<b>4.1 LANCEMENT DES SERVICES ET LIVRABLES DE DEMARRAGE.....</b>	<b>118</b>
4.1.1 Lieux de travail au Maroc.....	118
4.1.2 Réunion de lancement .....	118
4.1.3 Collecte de données & visites initiales des sites .....	118
4.1.4 Note méthodologique .....	118
4.1.5 Plan relatif au genre et à l'inclusion sociale .....	119
<b>4.2 TACHES RELATIVES AU VOLET ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>119</b>
4.2.1 Elaboration de l'EIESP .....	119
4.2.2 Méthodologie .....	120
4.2.3 Livrables de l'EIESP .....	120
4.2.4 Surveillance environnementale des travaux de construction/exécution et autres opérations en matière de PES .....	122
<b>4.3 TACHES RELATIVES AU VOLET GENRE ET INCLUSION SOCIALE .....</b>	<b>123</b>
4.3.1 Analyse de situation et des besoins .....	123
4.3.2 Analyse des risques liés à la traite des personnes .....	123
4.3.3 Suivi des travaux de construction .....	124
<b>5. EFFECTIFS ET PERSONNEL CLES .....</b>	<b>125</b>
5.1 Capacité organisationnelle .....	125
5.2 Qualification du personnel .....	125
5.3 Personnel clé .....	125
5.4 Autres experts .....	129
5.5 Informations, appui et documents à fournir.....	129
5.6 Programme de prestations .....	130
<b>6. ANNEXES.....</b>	<b>131</b>

## 1. ETENDUE DES SERVICES

MCA-Morocco, en tant que Maître d’Ouvrage, recrutera des bureaux de consultants (Ci-après le Consultant) en études Environnementales Sociales, de Genre et d’Inclusion Sociale.

En matière d'environnement, le Consultant est chargé de la réalisation de l’Etude d’Impact Environnemental et Sociale Programmatique (EIESP) et du suivi/surveillance Environnementale et Social des travaux. Ce dernier, sera chargé de **mener les études environnementales et sociales ainsi que du suivi environnemental des travaux de création/extension/revitalisation des zones industrielles financés dans le cadre du « FONZID »**. Le Consultant est tenu de représenter et préserver les intérêts de MCA-Morocco.

A cette fin, le Consultant, devra veiller au respect de toutes les directives et politiques de MCC en matière de performances environnementales et sociales (PES) notamment les normes de Performance (NP) de la Société Financière Internationale (SFI).

En matière de genre et d’inclusion sociale, le Consultant est chargé de la réalisation d’une analyse préalable comprenant : i) l'analyse de situation et évaluation des besoins en infrastructure afin d'atténuer les risques d'exclusion pour les femmes et les hommes et pour les populations en situation de vulnérabilité, y compris les populations en situation de handicap; ii) l'analyse de la participation afin de vérifier les conditions et les niveaux de participation des populations ciblées par les différents travaux ; iii) l'analyse des risques de la traite des personnes (TdP) en fournissant des directives opérationnelles pour l'évaluation et la gestion des risques liés à la TdP. L'évaluation des risques de la TdP est réalisée dans tous les projets du Compact, en conformité avec la loi marocaine et la politique MCC en la matière.

Le Consultant est également chargé du suivi des travaux de création/extension/reconversion afin d'assurer l'intégration effective des mesures et opérations préconisées par les rapports d'analyse GIS qu'il aura réalisés.

Le Consultant sera chargé de la surveillance environnementale du FONZID afin d’assurer l'intégration effective des mesures et opérations préconisées en matière ESP.

Afin d’accomplir les tâches définies par le présent contrat, le Consultant devra travailler en étroite collaboration avec le(s) BET(s) chargé(s) du volet infrastructures.

Le Consultant est appelé à consulter le manuel de procédures FONZID qui sera mis à la disposition des candidats et bénéficiaires, et qui couvre les attentes environnementales et sociales, de genre et d’inclusion sociale des projets subventionnés.

Il est à noter que le MCA a recruté un cabinet d’assistance technique spécialisé les aspects environnementaux et sociaux. Ce cabinet appuiera MCA dans la validation des livrables, la surveillance environnementale et sociale.

## 2. DUREE DE LA MISSION

La durée totale de la mission est estimée à 34 mois à partir de l'ordre de service de commencement de la mission.

## 3. OBJET DE LA CONSULTATION

Le Consultant se chargera de l'ensemble (ou une partie) des activités relatives aux volets Performances Environnementales et Sociales (ESP) et Genre et Inclusion Sociale (GIS) du marché « **Etudes et suivi des travaux de création/extension/ revitalisation des zones industrielles financés dans le cadre du FONZID** » et ce, durant toutes les phases de (i) la mise en œuvre (depuis la conception et la réalisation du diagnostic GIS), (ii) la conception des études techniques, (iii) l'étude d'impact environnemental et social programmatique (EIESP)/Plans de gestion environnementale et sociale cadre et spécifiques (PGESC et PGESS)/, (iv) durant les travaux de construction et de mise en service/ la surveillance et le suivi environnemental et social des travaux (optionnel), et (v) s'étend aux périodes de garantie prévues dans les différents contrats en vigueur pendant la durée du Compact (optionnel). Le niveau d'effort requis de la part du Consultant dépendra des activités en question.

**NOTE : Le Consultant sera tenu de veiller à ce que toutes les activités objet de la présente mission soient conformes :**

- 1) Aux Directives Environnementales et Sociales de MCC : [www.mcc.gov](http://www.mcc.gov).
- 2) Aux Normes de Performance de la SFI (NP de la SFI) en matière de Durabilité Environnementale et Sociale : [www.ifc.org](http://www.ifc.org).
- 3) Aux Directives techniques du groupe de la Banque mondiale en matière d'Environnement, de Santé et de Sécurité auxquelles les NP de la SFI se rapportent : [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org).
- 4) Aux Réglementations Environnementales et Sociales du Maroc.
- 5) Aux exigences ES des parties prenantes du Compact.
- 7) Aux exigences de la politique genre de MCC. <https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf>
- 8) Aux directives opérationnelles de genre de MCC  
<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001-genderintegration.pdf>
- 9) Aux exigences de la politique de lutte contre la traite des personnes de MCC  
<https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy>

**Concrètement, il incombera au Consultant de s'assurer que tous les livrables, examens, visites sur site ou autres tâches accomplies soient conformes, d'une part, à chacun des 8 domaines couverts par les NP de la SFI énumérés ci-après, selon leur pertinence pour chaque projet :**

Norme de Performance 1 : Évaluation et Gestion des risques et des Impacts Environnementaux et Sociaux  
Norme de Performance 2 : Main-d'œuvre et conditions de travail  
Norme de Performance 3 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution  
Norme de Performance 4 : Santé, Sûreté et sécurité Communautaires  
Norme de Performance 5 : Acquisition de terres et réinstallation involontaire  
Norme de Performance 6 : Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes  
Norme de Performance 7 : Peuples autochtones



## Norme de Performance 8 : Héritage culturel

10) Aux exigences et méthodologies soulignées dans le PAGIS, notamment dans ses parties relatives à l'infrastructure et à l'intégration du GIS dans le cycle de projet. (<http://mcamorocco.ma/>)

11) Aux exigences du système de gestion environnementale et sociale (SGES y compris la politique environnementale et sociale) qui définit des grandes orientations de la politique environnementale et sociale du Compact II, les modalités et les processus de gestion des performances environnementales et sociales qui sera remis à l'attributaire.

12) Aux recommandations du cadre de politique de réinstallation (CPR) réalisé dans le cadre de la composante « site pilotes » qui sera remis à l'attributaire.

## 4. DESCRIPTION DES TACHES LIEES A LA CONSULTATION

Le tableau, ci-dessous, illustre la nature des services requis pour chacune des catégories des tâches du projet, tel que décrit précédemment.

Tableau 1. Nature des services par rapport aux livrables relatifs au volet Environnement et Social

Livrable	Description du service
Livrable 1	Rapport sur la méthodologie de travail
	Définition de la politique et des exigences environnementales et sociales (Cadre juridique et institutionnel)
	EIES - PGES Cadre (y compris les plans suivants entre autres) : - Plan Santé / Sécurité global - Plan VIH/SIDA global
	Etablissement d'un état de référence des projets
	Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) incluant un plan de consultation publique
Livrable 2	PGES/spécifiques (y compris Plan Santé / Sécurité et les clauses ES DAO travaux)
Livrable 3	Mise en œuvre du plan de surveillance-suivi des sites de construction en matière de PES, du PEPP

Tableau 2. Nature des services par rapport aux livrables relatifs au volet GIS

Livrable	Description de service
Livrable 1	Note méthodologique
Livrable 2	Rapport d'analyse de situation et de risques en matière de GIS
Livrable 3	Rapport d'analyse des risques en matière de traite des personnes

Livrable	Description de service
<b>Livrable 4</b>	Plan et check-list GIS en matière de suivi des travaux de construction
<b>Livrable 5</b>	Rapport d'évaluation de l'intégration des aspects GIS lors de la conception et de la mise en œuvre des travaux de construction

Ci-après une description plus détaillée de chacune de ces tâches principales au sein des catégories énumérées précédemment.

#### **4.1 LANCEMENT DES SERVICES ET LIVRABLES DE DEMARRAGE**

Cette tâche est associée aux activités requises pour le démarrage des services du Consultant pendant la période de base. Les activités qui devront être accomplies par le Consultant sont décrites ci-dessous.

##### **4.1.1 Lieux de travail au Maroc**

Le Consultant utilisera ses locaux pour la réalisation de l'ensemble des activités qui lui sont confiées. Le Consultant est tenu de disposer d'une représentation au Maroc dans le cas des Cabinets étrangers.

##### **4.1.2 Réunion de lancement**

Le Consultant est tenu d'organiser et d'animer une réunion de lancement avec MCA-Morocco et ses partenaires en vue d'examiner l'étendue des travaux, la méthodologie de travail, les délais prévus pour la livraison des plans de travail initiaux et des livrables. La réunion de lancement officielle sera tenue aux bureaux de MCA-Morocco à Rabat, au Maroc.

##### **4.1.3 Collecte de données & visites initiales des sites**

Le Consultant procédera à l'identification, la collecte et à la revue des informations et données générales pertinentes, ainsi qu'aux données spécifiques aux populations vulnérables et aux questions de genre pour l'exécution de sa mission. MCA-Morocco facilitera la collecte et la transmission de l'ensemble des données et documents demandés. Le Consultant effectuera également des visites de sites et tiendra des réunions de présentation avec les responsables et entités concernés et tout autre responsable ou entité identifié par MCA-Morocco. MCA-Morocco fournira une assistance au Consultant pour l'établissement des premiers contacts et prendra part à ces réunions de présentation.

##### **4.1.4 Note méthodologique**

Préalablement à la réalisation de l'EIESP, le Consultant devra procéder à un cadrage méthodologique avec MCA-Morocco. A cet effet, la méthodologie de ces études devra être détaillée dans le rapport de cadrage.

Ainsi, le Consultant doit se conformer aux exigences réglementaires et normatives marocaines et celles du MCC (les 8 NPS de la SFI et les lignes directrices environnementales et sociales [www.ifc.org](http://www.ifc.org) et [www.mcc.org](http://www.mcc.org), la politique Genre de MCC) en matière d'environnement, d'engagement des parties prenantes et plus particulièrement celui des communautés affectées par le projet/groupes vulnérables.

Le FONZID n'acceptera pas de propositions de projets impliquant le déplacement physique des personnes, le Consultant veillera à vérifier cette condition, néanmoins lors de la réalisation des projets il pourra faire face à des déplacements économiques (par ex : perte d'accès temporaire). Dans ce cas, le contractant veillera à l'application de la NP5 et introduira les mesures de mitigations ou les compensations nécessaires dans le PGES.

Les Normes de Performance de la SFI exigent que MCA-Morocco maintienne dans le cadre de son système de gestion environnementale et sociale un Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) efficace pour la durée du Compact. Le Consultant formulera et mettra en œuvre un Plan adapté aux risques et impacts du projet et comprendra, si nécessaire, des mesures différenciées pour assurer la participation effective des femmes et des hommes et des personnes considérées comme étant défavorisés ou vulnérables.

Le PEPP relatif au FONZID sera développé dans le cadre des EIES sur la base du PEPP développé dans le cadre de l'activité Sites Pilotes<sup>10</sup>. L'appui du Consultant consistera notamment à actualiser et assurer la cohérence entre ces différents plans et à harmoniser les processus/procédures de consolidation des données, de documentation et de reporting.

Le Consultant fournira également à MCA-Morocco et à toute autre entité d'exécution une assistance dans la conduite de consultations publiques et la mise en œuvre d'un mécanisme de gestion des doléances.

#### **4.1.5 Plan relatif au genre et à l'inclusion sociale**

Le Consultant devra soumettre à MCC une note méthodologique décrivant la démarche à suivre pour la réalisation de l'analyse des aspects liés au genre et à l'inclusion sociale de l'infrastructure de chaque projet sélectionné par FONZID. La méthodologie devra également décrire les différents outils qui seront mis en place par le Consultant pour réaliser ce diagnostic. Un plan des visites ainsi que les ressources humaines affectées à ce diagnostic devront figurer dans la note méthodologique. Le Consultant devra également décrire les considérations de coordination (planification) avec l'EIESP ainsi que les différentes missions du volet infrastructure. La méthodologie proposée devra prendre en considération également les normes et les directives de MCA-Morocco et de MCC en matière de GIS.

## **4.2 TACHES RELATIVES AU VOLET ENVIRONNEMENT**

### **4.2.1 Elaboration de l'EIESP**

Compte tenu de la nature et de la programmation du projet, le Consultant doit réaliser une Etude d'Impact Environnemental et Sociale Programmatique (EIESP).

Cette étude devra présenter un état de référence des aspects Évaluation Environnementale, Sociale et de Santé-Sécurité (ESSS) et déboucher sur un Plan cadre de gestion ESSS (PGES) permettant d'identifier les impacts ESSS du projet, positifs et négatifs, directs et indirects, et de définir les mesures d'atténuation et/ou de compensation à mettre en œuvre pour une gestion efficiente des aspects ESSS du Projet.

---

<sup>10</sup> La composante « Site Pilotes » de l'activité « Foncier industriel » porte sur la conception, à travers trois zones industrielles pilotes, d'un nouveau modèle de développement de parcs industriels durables et de revitalisation de zones industrielles existantes, tiré par la demande du marché et privilégiant le partenariat public-privé et la durabilité environnementale et sociale.

Le PGES cadre qui découlera de cette étude sera adapté aux spécificités locales de chaque projet dans le cadre du FONZID et permettra ainsi de produire les PGES spécifiques à chaque projet.

L'évaluation ESSS devra être conforme aux lois et réglementations applicables, et aux accords environnementaux et sociaux internationaux dont le Maroc est signataire, aux normes de performances de la Société financière internationale (SFI) et à la Politique Environnementale de MCC.

Les services du Consultant incluent les démarches relatives aux processus d'obtention des autorisations requises en la matière (sécurité incendie entre autres).

Par ailleurs, le Consultant devra élaborer, un Plan de Consultations publiques selon la NP<sup>11</sup> de la SFI pour la validation de l'EIESP et du PGES.

Les objectifs principaux de l'EIESP/PGES cadre consistent à :

- Identifier et considérer les questions ESSS liées à l'infrastructure dès le démarrage du cycle de planification des améliorations des infrastructures ;
- Concevoir des améliorations techniques ESSS liées à l'infrastructure, à l'amont, dans le cadre de la conception visée en vue de réduire la nécessité de recours à des mesures de mitigation/compensation correctives ;
- Comprendre l'état actuel des infrastructures en matière d'aspects ESSS et identifier les conditions sous lesquelles les projets peuvent être efficacement améliorés par rapport aux questions ESSS et avec les garanties requises. Ces garanties concernent la durabilité des interventions planifiées et l'absence ou la réduction des éventuels impacts ESSS négatifs ;
- Identifier l'ensemble des risques environnementaux et sociaux selon les huit normes de performances de la SFI pendant les phases de construction et d'exploitation. Il sera important de considérer, dans ce cadre, les risques de santé / sécurité / hygiène ;
- Proposer des mesures d'atténuation en tenant compte des alternatives justifiant le choix final proposé par le Consultant.

#### **4.2.2 Méthodologie**

Préalablement à la réalisation de l'EIESP, le Consultant devra procéder à un cadrage méthodologique avec MCA-Morocco. A cet effet, la méthodologie de ces études devra être détaillée dans le rapport de cadrage.

Ainsi, le Consultant doit se conformer aux exigences réglementaires et normatives marocaines et celles du MCC (les 8 NPS de la SFI et les lignes directrices environnementales et sociales [www.ifc.org](http://www.ifc.org) et [www.mcc.org](http://www.mcc.org), la politique Genre de MCC) en matière d'environnement, d'engagement des parties prenantes et plus particulièrement celui des communautés affectées par le projet/groupes vulnérables.

#### **4.2.3 Livrables de l'EIESP**

Cette évaluation se fera en considérant les projets retenus, et pourra être déclinée ensuite à l'échelle de chaque projet industriel en tenant compte de ses spécificités. A titre indicatif<sup>12</sup>, le contenu du livrable de l'EIESP est présenté dans l'annexe 1.

---

<sup>11</sup> NP : Norme de performance relative à la durabilité environnementale et sociale

<sup>12</sup> Il est recommandé de se référer aux normes de performances de la SFI ainsi que les notes directrices associées pour être en conformité avec les attentes du contrat.

L'EIESP abordera également toutes les zones géographiques concernées par les infrastructures associées, telles que le raccordement aux réseaux électriques et à l'alimentation en eau, la réhabilitation des routes/pistes d'autres installations nécessaires pour le bon fonctionnement de l'infrastructure des zones industrielles. L'EIESP abordera entre autres et plus spécifiquement les thèmes suivants :

- Les impacts associés aux activités de construction, sur site et hors site, telles que les carrières, les chantiers de construction de dépôt de matériaux, les changements d'accès ;
- Les impacts liés à la phase relative à la réhabilitation de l'infrastructure des zones industrielles, y compris les rejets d'eaux usées, la production de déchets et les émissions atmosphériques ;
- Les impacts associés aux installations existantes, y compris les impacts environnementaux associés à la contamination antérieure du site.

Ainsi, les résultats et livrables attendus portent essentiellement sur :

**Livrable 1 :**

- **Actualiser le cadre juridique et les exigences environnementales et sociales** (cadre institutionnel et juridique) à respecter, déjà élaboré pour les sites pilotes (objet du contrat LI02 déjà signé) et qui sera remis au Cabinet adjudicataire ;
- **Un état de référence des projets** : Cet état de référence devra servir aussi à renforcer le diagnostic des infrastructures existantes et l'identification des nouveaux aménagements en matière d'ESP. Les outputs de ce travail seront communiqués à l'équipe chargée du volet infrastructure.

**Livrable 2 :**

- Une évaluation des impacts environnementaux, sociaux et de santé/sécurité (EIESP). Cette étude inclura :
  - **Un Plan de Gestion et de Suivi/surveillance Environnemental, Social et de santé/sécurité (PGES) cadre** : Ce PGES cadre devra définir les responsabilités locales et la procédure de suivi-évaluation de ces risques. Il devra également identifier les mesures d'atténuation et de surveillance pour éviter les impacts négatifs, les atténuer ou les ramener à des niveaux acceptables. Le PGES cadre inclura les plans suivants entre autres.
  - **Un Plan Santé / Sécurité** : ce plan couvrira l'ensemble des aspects liés à la santé et à la sécurité sur le chantier de construction et pour les populations riveraines.  
Le Consultant devra préciser dans le PGES que les entreprises doivent assurer des séances de sensibilisation VIH/SIDA à leurs employés contre le Sida. Chaque employé devra justifier avoir bénéficié d'une séance. Les journées consacrées à ces séances devront être payées par l'Entreprise de construction concernée.

Les projets auront des impacts négatifs à mitiger et des impacts positifs à amplifier, le consultant doit veiller à ce que les objectifs environnementaux et sociaux exprimés par le projet soient atteints.

- **Un Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) incluant un plan de communication/consultation publique et un système de gestion des doléances**: le Consultant est amené à proposer et exécuter un plan de consultations publiques. Ce plan devra être en conformité avec les lignes directrices environnementales et sociales de MCC et de la NP 1 de la SFI. Le Consultant sera responsable d'élaborer les calendriers détaillés pour la consultation, d'aider MCA-Morocco et le

Gouvernement du Maroc à organiser les sessions ainsi que la distribution des rapports aux parties concernées. Il est à noter que l'EIESP n'est pas assujettie à l'approbation du Ministère de l'Environnement. Le plan de la consultation publique détaillera le processus et les actions continues de sensibilisation et de consultation proposées.

Le plan de communication établi doit se baser sur le plan de communication déjà réalisé au titre du contrat LI-02 signé dans le cadre de la composante « Sites Pilotes ».

### **Livrable 3 :**

**Plans de Gestion et de Suivi/surveillance Environnemental, Social et de santé/sécurité (PGES) spécifiques :** le Consultant élaborera des PGES spécifiques à chaque projet et le cas échéant, **pour certains projets assujettis aux EIEs selon loi 12-03**, le Consultant doit développer des EIEs spécifiques à chaque projet/site concerné selon le processus en vigueur.

Les outputs de ce travail seront communiqués à l'équipe chargée du volet infrastructure (Volet 2) pour prises en compte des recommandations et pour procéder aux ajustements nécessaires.

#### **4.2.4 Surveillance environnementale des travaux de construction/exécution et autres opérations en matière de PES**

Cette tâche représente les obligations qui incombent du Consultant dans le cadre des services de suivi et de surveillance fournis au cours de la phase de construction/ exécution du programme. Il s'agit :

- Des travaux de réhabilitation ou réaménagement/construction de nouvelles zones industrielles ;
- La phase de construction/exécution démarre dès l'émission d'un ordre de service à l'Entreprise de travaux. En tant que MOE pendant la construction, les services du Consultant incluent les services de surveillance ;
- Les services liés à la surveillance des travaux de construction devant être fournis par le Consultant devront inclure, sans se limiter aux tâches suivantes :
  - S'assurer que toutes les activités réalisées lors de la phase de construction soient conformes aux politiques, règles, procédures, et normes actuelles ou révisées de MCA-Morocco en matière de PES, ainsi qu'aux spécifications des projets ;
  - Effectuer des visites de surveillance des opérations et documenter ces visites dans des rapports précisant les non conformités identifiées et les actions correctives à mettre en place ;
  - Préparer les rapports sur l'état d'avancement de la partie PES pour l'ensemble du projet ;
  - Assurer l'assistance technique pour l'obtention de toutes les autorisations en matière de PES requises et obtenues pour l'exploitation des sites (notamment en matière de sécurité incendie) ;
  - Fournir l'appui à MCA-Morocco et suivre les efforts déployés par l'Entreprise de travaux en vue de se conformer aux réglementations en matière de sécurité et aux meilleures pratiques y afférentes dans le cadre des activités de construction ;
  - Assurer le suivi de la conformité au PGESS relatif à chaque zone industrielle et de son application cohérente ;
  - Assurer le suivi de la documentation relative aux visites de sécurité effectuées sur les sites de projets de construction : lettres, activités de formation et autres documents pertinents et connexes, etc ;

- Fournir à MCA-Morocco des statistiques ESSS consolidées périodiques, relatives aux opérations des différentes activités et notamment sur les accidents et les arrêts de travail ;
- Informer MCA-Morocco en cas de manquement et de non-respect des exigences ESSS par les contractants ;
- Informer MCA-Morocco des nouvelles réglementations en matière de PES ayant des incidences sur les activités de construction ou autres opérations ;
- Demander, suivre, et tenir MCA-Morocco informé des procédures d'urgence appropriées qui sont élaborées et mises en œuvre par les entreprises de construction, et formuler des recommandations ou conseils concernant les mesures préventives additionnelles à prendre en cas de situations d'urgence potentielles par lesdites entreprises.

#### **4.3 TACHES RELATIVES AU VOLET GENRE ET INCLUSION SOCIALE**

##### **4.3.1 Analyse de situation et des besoins**

Une analyse de situation permet de comprendre comment les femmes et les hommes, les filles et les garçons, les populations vulnérables ou en situation de handicap bénéficient du projet de manière différenciée. Il existe en effet un accès différencié à l'utilisation et à l'appropriation des installations et services d'infrastructure par les hommes et les femmes, liés aux inégalités des rapports et aux restrictions culturelles. Malgré ces constats, les projets d'infrastructure restent en réalité souvent insensibles au genre et à l'inclusion sociale, car on suppose que tous les usagers bénéficieront automatiquement de la nouvelle infrastructure, sans nécessairement la reconnaissance de l'ensemble des impacts sociaux et économiques, qu'ils soient positifs ou négatifs.

L'intégration du genre et de l'inclusion sociale ne doit pas seulement être considérée comme un facteur nécessitant une attention dans les projets d'infrastructure, mais doit plutôt être considérée comme un facteur critique pour assurer le succès du projet et la durabilité en veillant à ce que les conditions des femmes et des populations vulnérables ne se détériorent.

Il s'agira concrètement de:

- Effectuer un diagnostic de l'infrastructure existante par rapport à son utilisation par les différents usagers : filles et garçons, femmes et hommes, personnes en situation de handicap ;
- Relever et analyser les défaillances en matière d'inclusion sociale et de genre ;
- Proposer des aménagements afin de répondre aux différents besoins des différents usagers.

##### **4.3.2 Analyse des risques liés à la traite des personnes**

L'évaluation des risques de la traite des personnes est réalisée dans tous les projets du Compact, en conformité avec la politique MCC en la matière<sup>13</sup>. Le Consultant devra :

- Évaluer les risques de la traite des personnes dans les projets de construction ;
- Catégoriser les projets (à risque faible ou à risque élevé) ;

---

<sup>13</sup> <https://www.mcc.gov/resources/doc-pdf/policy-counter-trafficking-in-persons-policy>

- Gérer les risques au moyen des exigences minimales de la lutte contre la traite et du plan de gestion des risques de la traite ;
- Identifier les moyens et mesures pour prévenir le harcèlement, l'intimidation et/ou l'exploitation, en particulier des femmes.

#### **4.3.3 Suivi des travaux de construction**

Le Consultant devra élaborer un plan de suivi de réalisation des travaux de construction et le mettre en œuvre en respect avec les normes et exigences du genre et inclusion sociale et selon le rapport d'analyse GIS. Le suivi des travaux de construction devra permettre de s'assurer à travers des visites que les travaux réalisés soient conformes aux politiques et aux directives de MCA-Morocco/MCC en matière de GIS.



## 5. EFFECTIFS ET PERSONNEL CLES

### 5.1 Capacité organisationnelle

La réussite des tâches spécifiées en vertu des présents termes de référence exige que le Cabinet mobilise une équipe complète d'experts et des spécialistes qualifiés pour la réussite du projet. Le savoir-faire et l'expérience du Cabinet en matière de réalisation des études environnementale et sociale sont particulièrement importants. La disparité géographique des sites et la nature des projets nécessitent un savoir-faire en termes de coordination et de planification ainsi que des moyens adaptés en personnel (incluant les moyens de transport) que ce soit en nombre ou en qualification.

Le Consultant doit travailler en étroite collaboration avec MCA-Morocco et d'autres parties prenantes, comme il doit fournir au personnel une connaissance appropriée du contexte local.

### 5.2 Qualification du personnel

Le Consultant doit compter une équipe possédant une connaissance des spécificités régionales afin d'accomplir efficacement les missions du contrat qui sera attribué. L'équipe doit fournir suffisamment d'experts/spécialistes ayant une maîtrise des langues française et arabe, avec une connaissance du contexte marocain.

La description suivante des profils énumérés, ci-après, résume l'étendue de l'expertise technique et ESSS nécessaires à l'exécution de la mission. Cette description doit être considérée à titre indicatif seulement. Elle fournit des orientations pour déterminer le niveau d'expertise requis par le Consultant afin d'atteindre les objectifs. Le Consultant est libre de proposer des configurations de dotation en personnel différentes qui assurent, toutefois, la réalisation de tous les objectifs et tâches liés à la mission.

***NB : Il est à préciser que la liste du personnel de l'équipe proposée, dans l'offre, par la MOE est contractuelle, et ne peut être modifiée sans l'accord du MO.***

### 5.3 Personnel clé

Le personnel clé doit posséder l'expertise et l'expérience requises, en particulier dans les situations où la logistique est complexe et où beaucoup de ressources nécessaires à l'accomplissement de la mission ne sont pas disponibles au niveau local.

La plupart des documents de base, importants pour cette mission sont en français. Il est ainsi impératif que le personnel mobilisé par le Consultant maîtrise la langue française. Par conséquent, le groupe de spécialistes seniors doit compter au moins trois membres capables de lire, d'écrire et de parler couramment la langue française.

Le personnel clé doit aussi, au minimum, compter deux personnes parlant la langue arabe.

Aussi, le Consultant doit désigner, parmi le personnel clé proposé, un spécialiste senior qui sera désigné comme adjoint au chef de mission et qui possède les qualifications requises pour occuper ce poste. L'adjoint au chef de mission doit impérativement maîtriser la langue française.

Tous les spécialistes seniors doivent posséder le minimum d'expérience requis dans leurs domaines d'expertise et une expérience pertinente dans des projets de type similaire et avoir un diplôme d'études supérieures avec une grande capacité à communiquer en langue française.

La Consultant doit fournir les CV du personnel proposé dans le format spécifié dans le formulaire TECH-11 de la Demande de Propositions.

Le Consultant doit veiller à ce que son personnel clé soit immédiatement mobilisé après la signature du contrat pour commencer à travailler au Maroc.

La disponibilité du personnel doit être ajustée en fonction des besoins réels des missions.

**Note :** Le tableau ci-dessous comprend une liste des qualifications requises/recommandées pour les différents experts.

ROLE	QUALIFICATIONS <sup>[*]</sup>
PERSONNEL CLE	
<b>Chef d'Équipe Spécialiste environnement et social- expert clé</b>	<p>Le chef d'équipe chargé de la coordination de la réalisation de l'EIES, du PGES devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etre titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou universitaire <b>minimum Bac+5</b> en environnement, ou sociologie appliquée au projet de développement.</li> <li>- Maîtriser les normes ESS de quelques bailleurs de fonds internationaux (la maîtrise de ceux de la SFI sera un plus) ;</li> <li>- Avoir une connaissance approfondie des enjeux et questions relevant du domaine social ;</li> <li>- Avoir des aptitudes en communication, écrite et orale avec des d'interlocuteurs variée ;</li> <li>- Faire preuve de la disponibilité pour des déplacements fréquents sur le terrain ;</li> <li>- Avoir au minimum, <b>10 ans</b> d'expérience dans le domaine des études d'impact environnemental et social et/ou la conception, la mise en œuvre et le suivi des PEPP dans le cadre des grands projets de développement, avec une familiarité avec les questions du genre et d'inclusion sociale;</li> <li>- Avoir une expérience dans le secteur de l'éducation est un plus ;</li> <li>- Avoir une expérience en architecture et traitement du paysage / ou génie civil est souhaitable ;</li> </ul>

ROLE	QUALIFICATIONS <sup>[*]</sup>
PERSONNEL CLE	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir une connaissance des règlements en matière d'environnement, de propriétés foncières et en esthétique urbaine au Maroc est souhaitable ;</li> <li>- La maîtriser de la langue française, parlée et écrite est exigée; celle des langues anglaise et arabe est souhaitable ;</li> <li>- L'expérience de travail en Afrique du nord ou au Maroc est appréciée.</li> </ul>
<b>Deux (2) Spécialistes Santé, Sécurité et conditions de travail – dont 1 expert clé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir <b>au minimum</b> un diplôme <b>BAC+4</b> dans une discipline des sciences humaines, sociales, économiques, d'ingénierie ou similaires ;</li> <li>- Etre spécialiste dans une discipline relative à la santé-sécurité (y compris la sécurité incendie) dans le domaine de l'infrastructure et/ou des communautés.</li> <li>- Avoir une expérience dans la conception des mesures d'atténuation des impacts relatifs à la santé-sécurité.</li> <li>- Faire preuve de capacités à travailler en étroite collaboration avec l'environnementaliste et le sociologue.</li> <li>- Avoir <b>au moins 6 ans</b> d'expérience professionnelle avec, au moins de 4 ans d'expérience dans l'intégration des dimensions santé-sécurité dans les projets de développement et particulièrement dans les projets appliquant les normes de performance de la SFI.</li> <li>- L'expérience au Maroc ou dans un autre pays de préférence en Afrique du nord est un atout.</li> <li>- La maîtriser de la langue française, parlée et écrite est exigée; celle des langues anglaise et arabe est souhaitable.</li> </ul>
<b>(2) Spécialistes Genre et Inclusion Sociale – dont 1 expert clé</b>	<p>Les spécialistes doivent être titulaires d'un diplôme Bac+4 ou plus en sciences humaines et sociales ou d'un diplôme d'ingénieur. Outre l'expertise confirmée d'au moins 10 ans dans les domaines du genre et de l'inclusion sociale des populations vulnérables, au moins un des deux spécialistes doit disposer d'une bonne connaissance des directives et des politiques internationales en matière d'environnement et d'infrastructure, y compris les normes de performance de la SFI en matière de durabilité environnementale et sociale.</p>

ROLE	QUALIFICATIONS <sup>[*]</sup>
PERSONNEL CLE	
<b>Spécialiste en Systèmes d'Information Géographique</b>	<p>Le/la Spécialiste SIG doit être titulaire d'un diplôme <b>BAC+4 ou plus</b> ainsi qu'une expérience pertinente <b>d'au moins 5 ans</b> dans :</p> <p>(a) la gestion de la collecte des données et des tâches de correction et de traitement visant à définir des bases de données spatiales intégrant les caractéristiques du terrain (telles que les routes, les fleuves, les bâtiments et autres caractéristiques naturelles ou artificielles) avec des attributs géo référencés selon leur pertinence au regard des secteurs couverts par le Compact ;</p> <p>(b) l'utilisation des systèmes de positionnement géo spatial (GPS), des images satellites et de la photographie aérienne pour développer des ressources en vue de leur intégration dans un SIG ;</p> <p>(c) l'analyse des données recueillies et intégrées dans une base de données spatiales pour évaluer les modèles d'utilisation, les tendances démographiques et économiques, et les analyses statistiques ; et</p> <p>(d) l'élaboration de rapports et de représentations graphiques à partir des résultats obtenus, dans le cadre des analyses géo spatiales effectuées. Une expérience des projets de développement international, de l'aménagement du territoire et de la planification rurale, urbaine et industrielle sera fortement appréciée.</p> <p>- Capacité à travailler en français. La maîtrise de l'anglais et l'arabe est un plus</p>
<b>Deux (2) spécialistes sociologues – dont 1 expert clé</b>	<p>Formation supérieure BAC + 4 ou plus dans le domaine de la sociologie ou de la socio-économie.</p> <p>Expérience de 5 ans dans la conduite des enquêtes, l'analyse et la synthèse des données socioculturelles et socio-économiques, expérience en méthodologie participative. Ces experts devront avoir une expérience en matière de développement et une bonne connaissance du milieu social de la zone d'étude.</p> <p>Ces experts devront avoir une expérience en matière de consultation publique et une bonne connaissance du milieu social de la zone d'étude.</p>

ROLE	QUALIFICATIONS <sup>[*]</sup>
PERSONNEL CLE	
	Capacité à travailler en français. La maîtrise de l'anglais et l'arabe est un plus

[\*] Les qualifications énoncées au tableau ci-dessus concernent celles qui sont attendues du cadre supérieur dans chaque catégorie de travail. Ces qualifications peuvent également être demandées au personnel de support ou de niveau intermédiaire qui bénéficie de la formation et l'expérience pertinentes pour soutenir les spécialistes de niveau supérieur, auquel cas ces membres du personnel doivent être présentés dans ce contrat.

Tous les membres de l'équipe du Consultant listés ci-dessus doivent disposer des qualifications supplémentaires suivantes :

- Maîtrise du français tant à l'oral qu'à l'écrit (tous les rapports écrits doivent être fournis en français). La maîtrise de l'anglais et l'arabe est un atout.
- Compétences en informatique (bureautique, messagerie électronique, et logiciels spécialisés).
- Une expérience de travail au Maroc ou dans d'autres pays francophones d'Afrique du nord serait un atout.

Toute modification demandée par le Consultant sur le personnel clé devra être soumise et validée par MCA-Morocco.

#### **5.4 Autres experts**

Les CV de personnes autres que le personnel clé (par exemple, le personnel administratif et/ou de soutien) ne sont pas examinés dans le cadre du processus d'évaluation. Toutefois, le nom, l'apport et le poste du personnel et experts proposés figureront aussi bien dans les propositions techniques que financières.

#### **5.5 Informations, appui et documents à fournir**

Le principal lieu d'affectation du Consultant sera le Maroc. Il est attendu du Consultant que le chef de mission se déplace au Maroc une fois par trimestre au minimum dans le cas d'un Cabinet étranger.

Le Consultant devra être indépendant pour l'exécution des services décrits dans le contrat.

Tous les équipements (y compris les moyens de transport) et /ou outils nécessaires à la réalisation des études, évaluations, et analyses décrites dans les présentes doivent être fournis par le Consultant sans coût additionnel.

### 5.6 Programme de prestations

La durée totale (maximale) de la mission est de 34 mois à partir de la date de l'ordre de service, sachant que la durée de la phase exécution est tributaire du délai d'exécution des travaux.

La durée de chaque prestation est présentée dans le tableau ci-dessous :

<b>Rapport de démarrage</b>	10 jours
<b>Études</b>	
Définition de la politique et des exigences environnementales et sociales (Cadre juridique et institutionnel) et établir un état de référence des projets	3 mois
Rapport d'analyse des aspects de situation et de risques en matière GIS	2 mois
Rapport d'analyse des risques en matière de traite des personnes	6 mois
EIES - PGES Cadre (y compris les plans suivants entres autres) : -Plan Santé / Sécurité global -Plan VIH/SIDA global	6 mois
PGES Spécifiques / 40% / Études /SS, VIH, Risques	8 mois
Conception et mise en œuvre du plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) (y compris le Plan de consultation publique et sa mise en œuvre)- 30%	6 mois
Plan et check-list GIS en matière de suivi des travaux de constructions	12 mois
Rapport d'évaluation de l'intégration des aspects GIS 30%- Études	12 mois
<b>Exécution (Contrôle et surveillance des travaux)</b>	
PGES spécifiques 60% / surveillance	34 mois
PEPP-Suivi et surveillance 70%/ Exécution	34 mois
Rapport d'évaluation de l'intégration des aspects GIS 70% surveillance	34 mois

Les délais de chaque prestation sont calculés à partir de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des études ESP/GIS.

Les délais ne comprennent pas les délais d'examen et d'approbation des dossiers par MCA-Morocco.

Le Consultant remet le dossier de chaque prestation établie dans sa forme finale à l'examen du Maître d'ouvrage. Celui-ci dispose, à compter de la remise des dossiers, d'un délai de 1 mois à l'expiration duquel il pourra :

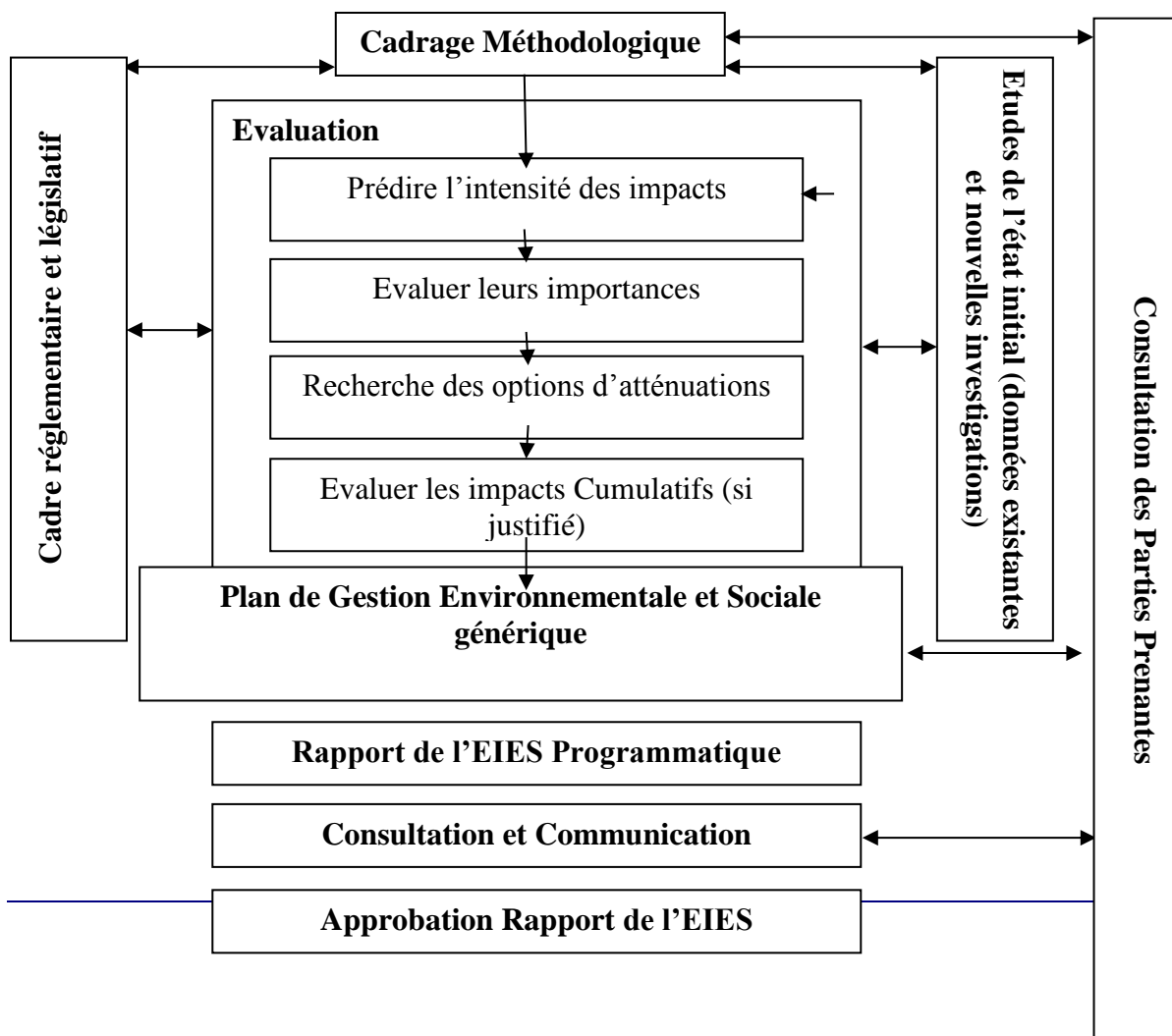
- Soit accepter les dossiers sans réserves ;
- Soit inviter le Consultant à procéder à des corrections ou améliorations de détail ;
- Soit encore rejeter le dossier pour l'insuffisance grave de l'étude (ou partie d'étude).

Le Consultant sera tenu, le cas échéant, d'apporter aux dossiers les corrections et amélioration prescrites par MCA-Morocco comme condition de leur acceptation dans un délai de 15 jours.

## 6. ANNEXES

### ANNEXE A – SCHEMA DE L'EIESP

Le contenu requis pour cette étude est représenté de manière schématique sur le diagramme ci-après :



## **ANNEXE B– CONTENU DE L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL**

### **CADRAGE INITIAL**

L'élaboration de la méthodologie détaillée et du programme de travail qui devra être proposé par le consultant a pour but de s'assurer que le processus d'EIES cible effectivement les impacts environnementaux, sociaux et de santé-sécurité (ESSS y compris la sécurité incendie) significatifs potentiellement associés au Projet et répond, d'autre part, aux exigences du MCC. Il permet également à l'équipe du projet de s'assurer que tous les volets demandés aux prestataires en plus de l'EIES sont couverts.

A cet effet le Consultant devra s'appuyer notamment sur l'étude de cadrage effectuée par MCC qui a analysé les champs d'interaction possible entre le Projet et le milieu naturel et humain soulignant les risques, les impacts et les contraintes rencontrés. Le Consultant devra identifier toutes les interactions susceptibles de générer des impacts significatifs. Les résultats de cette étude seront mis à disposition du Consultant. Les résultats du cadrage fournis seront revus et mis à jour, au fur et à mesure que de nouvelles données ressortiront des études des sensibilités environnementales et sociales à l'état initial tout au long de l'EIES. Ils pourront servir de base au Consultant pour la planification de la suite des étapes de l'EIES. La note méthodologique de cadrage devra présenter la démarche et les outils qui seront utilisés pour mener à bien le travail demandé.

### **DEFINITION DU PROJET**

Le FONZID est une composante de l'activité « Foncier Industriel » qui permettra au Compact d'appuyer des projets améliorant la gouvernance et la durabilité économique, sociale et environnementale des zones industrielles à travers le Royaume pourvu que ces projets répondent à une demande justifiée et respectent les directives et les politiques de MCC et du Gouvernement marocain.

L'activité « Foncier industriel » permettra aussi au Centre d'expertise de mettre en pratique les concepts développés au niveau d'autres zones industrielles. A travers cette composante, le GdM aura la possibilité d'appuyer des zones industrielles réalisées selon une approche orientée marché et d'identifier d'autres partenaires privés, publics et de la société civile acteurs dans le développement du foncier industriel.

Dans le cadre de cette activité, le GdM et MCC ont lancé une enquête de paramétrage, le 19 mai 2016, en vue d'évaluer le potentiel des projets proposés et de paramétrer le FONZID. Le lancement de l'enquête est intervenu en parallèle avec l'organisation de rencontres d'information au niveau des régions de Casablanca-Settat, Tanger-Tétouan-Al Hoceima et Rabat-Salé-Kenitra, respectivement les 19, 20 et 24 mai 2016. Ces rencontres, auxquelles ont pris part plus de 400 personnes concernées entièrement ou partiellement par les zones industrielles et représentant 200 institutions ont été l'occasion de présenter la vision globale du FONZID et d'exposer les objectifs et les modalités de participation à l'enquête de paramétrage.

Suite à la clôture de l'enquête le 1er juillet 2016, les informations recueillies ont fait l'objet d'une analyse dont les résultats ont été enrichis par les travaux d'un atelier avec les parties prenantes concernées par le Fonds, ce qui a permis de parfaire la conception initiale du Fonds.



En partant de cette analyse, le budget du FONZID sera de 30 millions de dollars. Ce budget sera financé à égalité par les fonds du Compact et par des fonds publics alloués par le MIICEN.

Afin d'assurer une gestion efficace de ce Fonds et de garantir la transparence des procédures à adopter à tous les niveaux du processus, le Gouvernement Marocain, à travers MCA-Morocco, et MCC ont convenu de mettre en place un manuel de procédures qui sera destiné principalement aux gestionnaires, bénéficiaires et auditeurs.

Le FONZID s'aligne à l'objectif global de l'activité « Foncier industriel » à savoir la mise à disposition au niveau du marché d'un foncier qui répond aux besoins des industriels en termes d'emplacement, d'offre foncière, d'infrastructure et de services de base et ce, en appuyant les projets :

- Visant l'amélioration de la gouvernance et la durabilité des infrastructures industrielles existantes ou nouvelles<sup>14</sup>, et
- Adoptant de nouvelles approches en termes (i) de revitalisation des zones en vue d'améliorer leur durabilité et (ii) de développement d'infrastructure industrielles durables.

Le Consultant devra décrire d'une manière générique les éléments d'infrastructure existants et les éléments nouveaux à développer qui s'articuleront autour des points suivants à minima :

- Nouvelles zones industrielles à construire/rénover/ revitaliser
- Infrastructures de base :
  - Approvisionnement en énergie électrique ;
  - Approvisionnement en eau potable ;
  - Raccordement au réseau d'assainissement ;
  - Gestion des déchets ;
  - Collecte et le transport des déchets ;
  - Gestion des eaux usées.
- Dispositif de sécurité y compris les dispositifs contre les incendies
- etc.

### **CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

Le Consultant devra fournir une description exhaustive de la politique, du cadre législatif et institutionnel pour la gestion de l'environnement dans le cadre du projet. Il doit déterminer dans quelles mesures les activités du projet sont compatibles avec les politiques et les réglementations marocaines, les directives environnementales du MCC (MCC Environmental Guidelines), les conventions internationales et toutes les dispositions et normes internationales en matière d'évaluation environnementale et sociale (SFI). Il s'agit de définir la politique et les exigences environnementales et sociales à respecter.

Dans ce sens, le Consultant devra élaborer une analyse comparative du cadre politique, légal et institutionnel du projet afin de s'assurer que les lois, règlements, normes et orientations institutionnelles s'appliquant à un aspect ou à un autre des interventions projetées, sont adéquatement intégrées au processus de mise en œuvre du projet.

Le cadre politique, légal et réglementaire marocain présente un ensemble d'instruments. Le Consultant devra faire référence à ces instruments pour :

- discuter le projet « FONZID » dans le cadre des orientations et des options déjà prises par le pays ;
- prendre en compte les réglementations liées aux infrastructures ;
- s'assurer que le projet souscrit aux exigences établies en matière de conformité au processus de vérification et d'acceptabilité environnementale selon les NPS de la SFI.

Cette analyse du cadre réglementaire comprendra les volets suivants :

- Politique Nationale ;
- Développement des politiques et cadre institutionnel pour l'environnement ;
- Réglementation environnementale en général ;
- Conventions internationales en environnement ;
- Exigences nationales pour les Etudes d'impact sur l'Environnement (EIE) ;
- Développement des politiques et cadre institutionnel sur le plan social ;
- Droits des travailleurs ;
- Patrimoine Historique et Culturel.

#### **DEFINITION DE L'ETAT DE REFERENCE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PROJET, IDENTIFICATION D'INDICATEURS**

L'analyse de l'état de référence devra préciser et caractériser les éléments des milieux naturel et humain à considérer pour décrire la situation avant-projet, en relevant les indicateurs pertinents des sites.

La description des composantes du milieu récepteur dans la zone d'influence du Projet englobera tous les éléments de l'environnement physique et humain, considérés pertinents au regard de la problématique soulevée par la mise en œuvre du projet.

Le Consultant élaborera, à la fin de ce chapitre, une carte d'inventaire du milieu, qui présentera, d'une manière exhaustive, les différents éléments existants dans les zones d'étude considérées ou impliquées par le projet.

**Cette analyse préliminaire sera faite à partir des projets sélectionnés.** A cet effet, le Consultant devra, effectuer des visites de terrain sur chacun de ces sites.

Afin de préciser les caractéristiques des éléments du milieu, le Consultant utilisera les données disponibles du MIICEN et des organismes nationaux et régionaux concernés. Le Consultant complètera les informations recueillies avec le résultat de ses investigations de terrain.

#### **Sélection d'indicateurs clés / Baseline environnementale :**

Le Consultant devra mener une analyse systématique qui doit aboutir à la création d'une base de données d'indicateurs qui sera ensuite à compléter. Le Consultant devra distinguer les indicateurs communs à tous les centres de ceux qui seront spécifiques à chaque site. Le consultant devra également définir les indicateurs ESSS et leur méthode de suivi qui permettront de vérifier les réductions des impacts négatifs du projet. Un état initial de ces indicateurs devra être établi avant la réalisation du projet de développement.

### **DETERMINATION ET EVALUATION DES IMPACTS**

Dans cette étape, le Consultant devra prévoir et anticiper la manière dont les conditions environnementales et sociales de l'état initial seront modifiées sous l'influence des activités prévues par le projet. Des estimations quantitatives et qualitatives sur la nature, l'intensité, l'étendue géographique, la durée et la probabilité d'occurrence et de changement devront être formulées et analysées. Chaque impact négatif sera identifié et évalué par le consultant en vue d'en déterminer l'importance vis-à-vis du milieu naturel et humain. Il s'agira notamment d'en déduire ceux qui sont les plus significatifs (à répercussions importantes ou susceptibles de causer des dommages).

L'étude devra analyser tous les impacts potentiels en **phases de construction et d'exploitation** pour déterminer lesquels seront jugés significatifs et justifier donc des mesures qui peuvent autant s'appliquer au stade de la conception (pour apporter des modifications au projet) qu'au cours de la gestion environnementale et sociale (phases de construction et d'exploitation). Cette phase de l'étude visera également l'identification et l'évaluation des impacts potentiels positifs du Projet et la bonification éventuelle de ces impacts positifs. La méthodologie d'évaluation des impacts sera proposée par le Consultant.

Les différentes composantes du milieu et l'étendue physique à prendre en compte dans le cadre de l'analyse et de l'évaluation requise par l'EIES doivent être considérés à l'échelle des zones d'influence du projet, qui constitue le périmètre d'étude, qui doit être défini et dûment justifié. Certains aspects seront susceptibles de soulever des problématiques environnementales et sociales générales ou particulières (propres à des zones ou à des lieux particuliers).

Au cas où les effets cumulatifs du projet dans sa globalité sont jugés d'importance, une appréciation de ces effets devra être fournie et analysée.

Pour la réalisation de l'EIES, le consultant devra respecter les normes de la SFI Ci-après :

### **ÉVALUATION ET GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX (NPS 1)**

Le Consultant devra évaluer les risques et les impacts environnementaux et sociaux potentiels pendant et après les travaux. L'évaluation devra être basée principalement sur les éléments ci-après :

- Caractérisation du projet (design) ;
- Identification des risques, impacts et opportunités associés ;
- Identification des risques liés à l'assainissement liquide, aux déchets ménagers, à l'hygiène et à la sécurité.

Le Consultant devra mener un processus d'identification des risques et impacts pour la mise en œuvre des Projets Ce processus doit concerner la zone d'influence telle qu'elle est définie dans le rapport de cadrage ainsi que le voisinage immédiat potentiellement affecté.

### **MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL (NPS 2)**

En fonction des activités prévues par le projet, le Consultant doit considérer et identifier les aspects relatifs :

- Aux conditions de travail et à la gestion des relations avec les travailleurs (y compris le risque de travail forcée et de la traite des personnes) ;
- A l'Hygiène et la Sécurité au travail.

Le Consultant devra identifier les personnes concernées qui devront être consultées durant la réalisation de la présente étude.

#### **UTILISATION RATIONNELLE DES RESSOURCES ET PREVENTION DE LA POLLUTION (NPS 3)**

Pour l'utilisation rationnelle des ressources, l'analyse devra porter sur :

- Les mesures techniques et financières pour améliorer l'efficacité des usages des sols, de l'énergie, de l'eau et des autres intrants ;
- Les mesures pour réduire les émissions de GES.

Il faudra notamment considérer les aspects suivants :

- Niveau de la sensibilisation environnementale des parties prenantes ;
- Le système d'assainissement ;
- Etc.

Prévention de la pollution : D'une façon générale, il est attendu du consultant de traiter dans ce volet :

- La gestion des déchets ;
- La gestion des matières dangereuses (tels que les produits chimiques de laboratoire ou d'ateliers industriels) ;
- L'identification des sources de pollution en phase de construction (pollution de l'air, circulation, entretien des engins de travaux et émission de déchets dangereux : filtres à huiles), et d'exploitation.

#### **SANTE, SECURITE ET SURETE DES COMMUNAUTES (NPS 4)**

Les questions liées à la santé et à la sécurité communautaire doivent être traitées par le Consultant à travers une évaluation environnementale et sociale qui dépasse la spécificité des sites. Le Consultant devra élaborer un Plan d'Action de Communication aux ouvriers et aux Communautés affectées (riverains). Ce plan doit être précisé en fonction de la nature et la durée des travaux qui seront entrepris par les projets et sa localisation.

#### **ACQUISITION DES TERRES ET REINSTALLATION INVOLONTAIRE (NPS 5)**

Le projet foncier, compte tenu de sa nature, ne devrait généralement pas générer de déplacements physiques ou de pertes économiques provisoire ou définitive. Au cas où un projet retenu n'était pas dans cette configuration, un Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) devra être réalisé.

#### **IMPACT PORTANT SUR LE PATRIMOINE CULTUREL (NP8)**

En principe, le projet ne présente pas de risque d'atteinte au patrimoine culturel, architectural ou archéologique, sauf dans le cas d'extensions ou des nouvelles constructions qui pourraient s'étendre sur d'autres sites limitrophes susceptibles d'abriter ce patrimoine. Dans ce cas, le Consultant devra préciser les mesures à prendre par les entreprises en cas d'une découverte dans ce sens. Une clause sera ajoutée au cahier de prescriptions spéciales (CPS) selon le PGES du site qui sera élaboré ultérieurement.

#### **MESURES D'ATTENUATION ET COMPENSATOIRES**

Des mesures devront être identifiées par le consultant, discutées et validées avec l'équipe du projet (GdM/MIICEN et MCC) en vue de prévenir, éliminer, réduire les effets potentiels négatifs, à des seuils

acceptables et en cas d'impossibilité, d'en compenser les effets et d'en assurer la gestion et le suivi. Les impacts résiduels doivent aussi être évalués.

Le budget de ces mesures devra être précisé, sera discuté avec le MIICEN et les autres parties prenantes, validé et intégré au projet. Les parties responsables des financements de chaque mesure devraient être désignées. Les rôles et les responsabilités dans la gestion et le suivi de ces mesures doivent être fixés.

A l'inverse, des mesures seront proposées pour amplifier les effets positifs du Projet sur l'environnement naturel et humain.

#### **EVALUATION DES IMPACTS CUMULATIFS (SI JUSTIFIE)**

Dans cette étape, le Consultant devra prendre en considération les effets cumulatifs du projet si l'analyse justifie qu'ils sont considérés comme étant significatifs.

Le Consultant devra considérer la situation des effets cumulatifs et analyser sa pertinence pour le projet en se référant à la possibilité que ses impacts résiduels permanents s'ajoutent à ceux d'autres projets ou interventions passés, présents ou futurs dans le même secteur ou son voisinage et qui engendreraient ainsi des effets de plus grande ampleur sur le milieu récepteur.

L'évaluation des effets cumulatifs devra porter sur les composantes valorisées de l'environnement identifiées dans le cadre de l'analyse environnementale. Cette évaluation constitue un moyen de traiter des implications d'un projet dans un contexte étendu de l'étude d'impact. Les impacts cumulatifs doivent être évalués en combinant les impacts résiduels anticipés du projet avec ceux d'autres projets ou activités actuels ou programmés.

#### **CONSULTATION ET COMMUNICATION AVEC LES PARTIES PRENANTES**

A différentes étapes au cours de la réalisation de l'EIES, l'équipe du Consultant devra organiser des campagnes de sensibilisation / réunions publiques officielles d'information et de consultation sur le projet et inviter la population / parties prenantes affectées par le Projet à exprimer leurs opinions, afin d'en tenir compte dans l'étude et dans la détermination des mesures d'atténuation environnementales et sociales.

A la fin de l'étude, le Rapport d'EIES devra être communiqué à toutes les parties prenantes, pour revue et commentaires préalables à la finalisation de la conception et de la planification du Projet et du PGES.

#### **Finalisation, remise officielle et approbation du rapport final**

Lors de cette dernière étape, le consultant finalisera le rapport d'EIES devant être remis au MCC et au MIICEN avant sa diffusion aux parties prenantes pour consultation et commentaires éventuels.

Pour la démarche de la consultation publique, le consultant devra tenir compte des normes de MCC.

Pour des informations supplémentaires, les ressources suivantes peuvent être consultées :

<https://www.mcc.gov/resources/doc/compact-development-guidance-chapter-6>

#### **PLAN DE GESTION ESSS (PGES)**

L'EIES devra être soldée par un PGES cadre, (un Plan De Gestion Environnementale, Sociale et de Santé Sécurité générique) qui mettra en exergue les impacts potentiels type, organisera toutes les mesures d'atténuation, et définira les parties responsables et les mécanismes de suivi et du contrôle. Ce PGES sera considéré comme le recueil des engagements pour gérer les effets ESSS du Projet.

Dans ce PGES générique, le Consultant devra décrire également les mesures qu'il faudra appliquer pendant la mise en œuvre du projet. Il présentera en détail :

- les responsabilités et ressources à mobiliser ;
- le calendrier, les missions de surveillance et les reporting relatifs aux performances ESSS du projet (sur la base des indicateurs définis au préalable) et d'audit à mener pour que tous les engagements relatifs à l'atténuation des impacts soient dûment remplis.

Il prendra en considération également les besoins en matière de formation et de renforcement des capacités des parties prenantes impliquées dans le Projet. Il est à noter également que le PGES viendra en complément du Plan de Consultation des Parties Prenantes.

D'autre part, le PGES que le Consultant élaborera doit impérativement demeurer un outil de gestion facile à consulter car la responsabilité de sa mise en œuvre doit être partagée par tous ceux qu'il interpelle, y compris les mandataires des travaux à exécuter pendant les phases de construction et d'opération. Pour assurer sa mise en œuvre efficace, le consultant pourra proposer dans le PGES, au besoin, le renforcement des capacités de certains centres de responsabilités pour son exécution, notamment au niveau des suivis à exercer.

Le PGES cadre devra intégrer les mesures générales prescrites dans l'EIES qui concernent tous les sites. Le Consultant devra proposer également des mesures d'atténuation adaptées à tous les sites possibles, suite aux compléments d'analyse ou d'évaluation environnementale de terrain qu'il effectuera.

Il convient de noter que des PGES spécifiques seront produits pour chaque projet. Ils constituent en fait l'outil ultime que le projet mettra à la disposition des responsables de la gestion de l'environnement pour faciliter leur travail quant à l'application des mesures d'atténuation prescrites dans le cadre de l'EIES afin de minimiser les impacts négatifs anticipés du projet.